

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI

10 AVRIL 1976

## Echec au Prince

Décidément ce régime prend des allures inquiétantes. Après avoir interdit le rassemblement CGT à l'Opéra, Ponia s'en prend aux étudiants, en déclarant illégale la manifestation du 8 avril, en faisant arrêter des centaines d'étudiants, en laissant libre cours aux violences policières. Cela peut aller loin.

C'est une liberté élémentaire qui est attaquée. C'est le droit de manifestation qui est remis en cause. A ce petit jeu, le Prince est perdant. Il a été obligé d'autoriser, hier, la manifestation de riposte appelée à Paris par les comités de grève étudiants.

La détermination des étudiants en lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle ne peut en sortir que renforcée. En ce sens, la meilleure réponse à cette escalade du pouvoir, après avoir imposé avec succès une manifestation, c'est de renforcer le mouvement étudiant par l'organisation et la centralisation d'une grève générale et active dans les universités, avec les enseignants et le personnel. C'est aussi, en riposte aux décrets Haby, d'élargir la mobilisation aux lycées et CET, de préparer avec les syndicats enseignants une grève générale de l'Education nationale.

L'épreuve de force qui s'engage est un enjeu pour tout le mouvement ouvrier. Parce que les travailleurs sont concernés par les luttes contre la sélection sociale et l'école de classe. Parce que le moteur de cette puissante combativité étudiante est le sentiment, de plus en plus partagé, que c'est le moment où jamais d'y aller tous ensemble sur nos revendications, pour faire céder ce gouvernement minoritaire.

Antoine Artous

LIRE NOS  
INFORMATIONS  
PAGE 12

## MITTERRAND RASSURE LA DROITE

• « Le programme commun ne signifie pas un changement radical de société. »

• « La gauche ne promet pas le paradis »

LIRE PAGE 5



La manifestation étudiante hier à Paris

## VIGILANCE ET MOBILISATION CE WEEK-END POUR LES LIPS

Aujourd'hui et durant tout le week-end les Lips vont certainement rester nombreux dans l'entreprise. Mais il ne s'agit en rien d'une occupation puisque, disent les Lips en souriant, « nous resterons là parce que nous aimons notre usine ». Pendant le week-end une série d'actions de popularisation est prévue pour poursuivre la mobilisation d'hier après-midi en ville. Dès lundi des commissions existant déjà (presse,

réflexion sur les nationalisations, horlogers-bijoutiers) et les groupes de réflexion continueront à travailler.

Les Lips attendent de pied ferme la décision qui devrait arriver rapidement. En effet, à tout moment le tribunal des référés peut se réunir et l'expulsion être ordonnée. La vigilance et la mobilisation sont donc de mise.

LIRE PAGE 7

## Marche au compromis historique en Italie

## VERS DES ELECTIONS GENERALES ANTICIPEES.

La crise débouchant sur des élections anticipées paraît aujourd'hui inévitable. En effet, la Démocratie chrétienne a refusé la proposition formulée par le Parti communiste d'un « accord politique » entre les partis pour le reste de la législature.

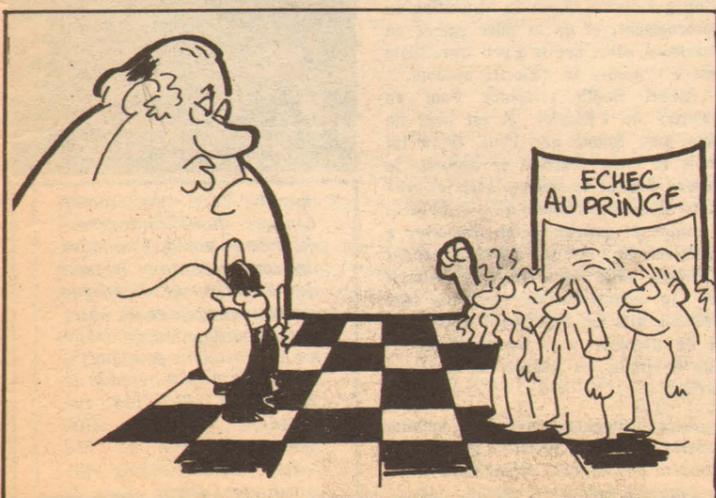
Le texte d'un éditorial, que publiait vendredi matin l'organe de la démocratie chrétienne, le quotidien *Il Popolo* a été rendu public jeudi soit à Rome, au moment où se tenait au siège de la Démocratie chrétienne une réunion au sommet groupant le Secrétaire général du parti, M. Benigno Zaccagnini, le Président du Conseil,

M. Aldo Moro et les chefs des groupes parlementaires et sénatoriaux.

L'éditorial soulignait que la proposition communiste impliquerait une « transformation » du gouvernement actuel « différente de la ligne fixée par le récent congrès » du parti et faisait valoir que certaines des conditions économiques « essentielles » mises par le PC (Cf. *Rouge* du vendredi 9 avril) sont « difficilement conciliables » avec « quelques unes des mesures allant dans le sens d'une plus grande rigueur » prises par le gouvernement pour sortir de la crise.

LIRE PAGE 2

- Marcellin revient-il à l'Intérieur  
P. 4
- Les soldats contre  
l'insécurité militaire  
P. 8



## UN FAIT DIVERS.....

Chantal Lebreton est morte hier à 22 ans. Elle habitait avec son fils âgé de trois ans un « logement » de deux pièces-cuisines au 5ème étage sans chauffage et sans salle de bains, dans ce que l'on appelle une habitation à bon marché (HBM). Elle n'avait ni électricité, ni gaz, car l'EDF venait de lui plomber ses compteurs pour non paiement de quittance. Elle n'avait pas de travail : standardiste, elle était au chômage depuis ans. Pas d'amis non plus et pas de chance enfin car, pour non-paiement de loyer, l'Office des HBM avait engagé contre elle des poursuites administratives. Bien sûr, malgré son manque de ressources, pour ne pas se

retrouver à la rue, elle remboursait petit à petit. Il lui restait encore 600 f de dettes...

Et puis avant-hier, elle en a eu assez. Elle a tué son fils, mis le feu à son logement et s'est jetée du 5ème dans la cour, qui depuis deux ans, était son unique horizon. Elle est morte dans la nuit à l'hôpital « en proie à une crise de désespoir plus forte plus forte que les autres » écrit *France-soir* qui oublie de préciser que rien qu'en 1975, le gouvernement s'est rendu responsable de 260 expulsions et de près de 700 saisies dans le 19<sup>e</sup> arrondissement... l'ancien quartier d'Emile Zola.

Correspondant

## Les Etats-Unis et l'Europe occidentale

### Atlantisme ou barbarie

On ne saurait être plus clair. Les Etats-Unis ne veulent pas d'une participation communiste aux gouvernements en Europe. Et ils le font savoir.

Ce qui hier s'adressait aux ambassadeurs des Etats-Unis en Europe, réunis à Londres le 14 décembre dernier, s'adresse principalement aujourd'hui aux différents partis socialistes d'Europe occidentale qui, devant le succès de l'union de la gauche en France, pourraient bien être tentés de rééditer la même opération.

#### Quand la menace se précise

Depuis la dernière rencontre au sommet de l'Internationale socialiste, réunie à Porto le 14 mars dernier, la thèse du « socialisme méditerranéen » défendue par François Mitterrand opposée à celle du « socialisme atlantique » que préconise Helmut Schmidt, a fait de nets progrès. Différence d'appréciation plutôt qu'opposition, qui porte avant tout sur la tactique d'alliance avec les partis communistes occidentaux, Schmidt et Mitterrand restent fondamentalement d'accord pour rester dans le cadre de l'Alliance atlantique.

Si au Portugal, Mario Soares continue de rejeter toute possibilité d'alliance avec le parti d'Alvaro Cunhal, l'évolution récente de la situation en France, en Espagne et en Italie a de quoi inquiéter le chef de la diplomatie américaine. En France, la poussée manifeste du Parti socialiste s'est à nouveau affirmée le 14 mars dernier et s'est concrétisée par la victoire des partis de gauche réunis autour du Programme commun qui, pour la première fois depuis la libération, totalisent avec l'extrême gauche révolutionnaire - plus de 54 % des voix.

En Espagne, la Junte démocratique (animée par le Parti communiste espagnol) et la Plateforme de convergence démocratique (animée par le Parti socialiste ouvrier espagnol) sont parvenus, le 27 mars dernier, à un accord permettant l'unification de l'opposition démocratique, sous le nom de Coordination démocratique.

En Italie enfin, la Démocratie chrétienne minée par les querelles internes, compromise dans une série de scandales politiques et financiers mais surtout, impuissante à sortir l'économie de la crise et à proposer une alternative politique crédible va devoir, sous peu, provoquer des élections générales anticipées. Première étape vers la réalisation du « compromis historique » et la participation du Parti communiste italien au gouvernement.

Les remontrances successives du général Haig, de Schmidt et de Ford n'ayant pas suffi, Henry Kissinger a fait en sorte que nul n'en ignore. « Atlantisme ou barbarie », telle est l'alternative que propose le secrétaire d'Etat. Et d'attaquer là où le bât blesse le plus dans le camp socialiste : l'alliance atlantique.

« Nous ne pouvons encourager le dialogue avec des partis communistes à l'intérieur de l'OTAN (...). Nous pourrions peut-être avoir deux politiques comme avec la Chine, mais l'alliance actuelle ne pourrait survivre ».

Et pour que les choses soient claires, Henry Kissinger ajoute : « Il est inconcevable que les Etats-Unis puissent maintenir des forces terrestres en Europe en cas de participation majeure des communistes aux gouvernements d'Europe occidentale. Le fondement de notre sécurité atlantique serait par conséquent érodé ». C'est avec difficulté que le chef de la diplomatie américaine semble se retenir d'annoncer qu'alors, l'Europe ayant basculé en bloc de l'autre côté du rideau de fer, les missiles intercontinentaux porteurs de mort atomique, seront braqués sur les capitales européennes.

#### Le chantage se fait plus pressant

« Cela n'a rien à voir, poursuit Henry Kissinger, avec le caractère raisonnable de ces partis (communistes) ni avec leur degré d'indépendance vis à vis de Moscou. Nous aurions été opposés au régime portugais même s'il avait suivi le modèle italien. Et même un Parti communiste italien fonctionnant efficacement aurait des répercussions catastrophiques sur la France et l'OTAN (...). Quant aux socialistes, nous continuerons à les soutenir. Nous le faisons au Portugal. Nous devons le faire en Italie bien que le Parti socialiste italien soit un peu sûr tant que les chrétiens démocrates ne seront pas organisés. »

Les révélations de la CIA concernant d'importantes sommes d'argent versées à différents partis politiques italiens, dont le Parti socialiste, sont là pour témoigner du type de soutien qu'accordent si généreusement les Etats-Unis. Que le parti de Mario Soares en bénéficie à son tour, en cette période électorale, voilà qui n'est pas pour nous surprendre.

De crainte que ses arguments ne soient suffisamment convainquants, le secrétaire d'Etat qui, on le sait, ne répugne pas au chantage, ajoute enfin : « Les Etats-Unis n'auraient (alors) d'autre choix que de manipuler les uns contre les autres, les différents régimes communistes, au détriment des concepts moraux qui ont régi toute notre histoire. »

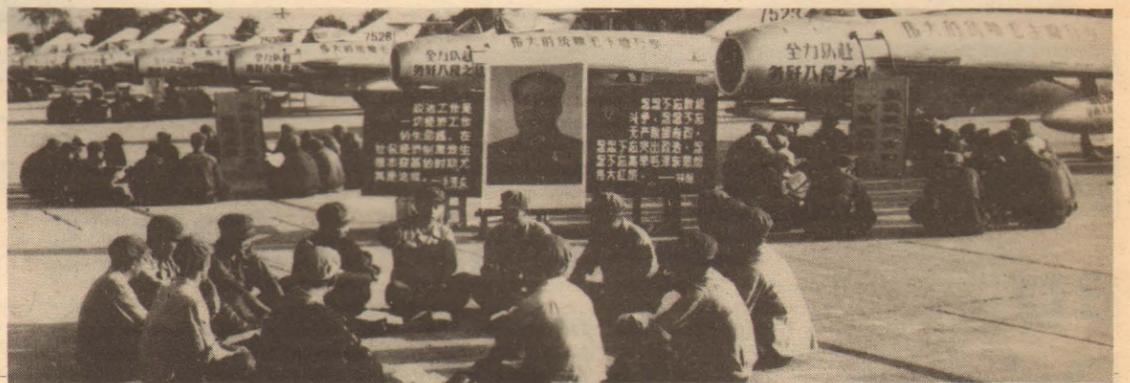
On sait ce que valent les « concepts moraux » qui ont effectivement régi l'histoire des Etats-Unis. La preuve de l'intervention directe des différents gouvernements américains dans les affaires intérieures de la quasi-totalité des pays du globe n'étant plus à faire, on sait que cette menace, à peine voilée, pourrait signifier.

Sans doute est-ce en Italie que la situation risque de se clarifier le plus rapidement. Le secrétaire de la Démocratie chrétienne, Benigno Zaccagnini, a répondu « Non » à la proposition d'un accord politique formulée par les communistes. Les élections anticipées qui, hier encore, semblaient ne devoir être qu'une hypothèse de travail apparaissent aujourd'hui comme l'unique solution pour conjurer la crise. Dans cette éventualité, la poussée prévisible du parti de Berlinguer précédant l'entrée des communistes italiens au gouvernement permettra de dire si les récentes déclarations du secrétaire d'Etat Henry Kissinger tiennent ou non du bluff.

Julien Tonnac

## CHINE

### LA FRACTION MAOISTE ELARGIT LA MOBILISATION A L'ARMEE



La mobilisation des masses, centralisée et disciplinée par la fraction maoïste se poursuit et semble s'étendre à toute la Chine. Selon radio-Pékin, des millions de personnes seraient descendues dans la rue dans toutes les grandes villes de province. A Shanghai, le fief des « radicaux », la manifestation, à laquelle participait l'armée, a pris une ampleur particulière. Les manifestants exprimaient leur soutien au président Mao et aux décisions du comité central.

De nombreux comités révolutionnaires provinciaux ont siégé dans la nuit de jeudi à vendredi et envoyé des messages de soutien au président Mao. La radio affirme que le mouvement n'a pas pris encore fin et que les masses ont pris l'engagement « de poursuivre jusqu'au bout la campagne contre le courant déviationniste de droite » ainsi que « la dénonciation des crimes de Teng et de sa clique contre-révolutionnaire ».

Pour la première fois, d'importantes délégations de l'armée ont participé à l'action politique en cours en étant présentes à ce meeting, ce qui pourrait signifier que le compromis concrétisé par la nomination de Hua Kuo Feng a

reçu l'assentiment d'une partie au moins de la hiérarchie militaire.

D'autres part, lors d'un meeting réunissant quelques 200.000 personnes à Shanghai, certaines banderoles demandant la peine de mort pour Teng Hsiao Ping sont apparues.

#### A partir du lundi 12 avril Rouge publiera une série d'articles sur la Chine

- « Il y a dix ans la révolution culturelle » (Reportage de camarades de retour de Chine).
- Vers une nouvelle révolution culturelle ?
- Des tribunes libres de discussion
- Critiques et discussions des films de Joris Yvens.

## ITALIE

### VERS DES ELECTIONS GENERALES ANTICIPEES

Suite de la première page

Les marges pour en arriver à une entente sont de plus en plus réduites » a déclaré le secrétaire du Parti communiste italien M. Enrico Berlinguer à l'issue de l'entretien qu'il a eu vendredi matin à Rome avec le secrétaire général de la démocratie chrétienne. « La seule solution durable » pour sortir l'Italie de la crise « implique la participation communiste à la gestion du pouvoir. (...) Puisque la Démocratie chrétienne refuse cet accord qui a été accepté par les autres partis, la logique voudrait que ce soit la Démocratie chrétienne qui indique quelle issue elle propose ».

Tous les autres partis (socialistes, sociaux démocrates et républicains) avaient en effet approuvé la veille ou le matin même la proposition communiste. Commentant l'éditorial du quotidien de la DC, M. Francesco de Martin, secrétaire du Parti socialiste, avait souligné que la situation lui paraissait « sans issue ». « La nécessité de recourir à des élections anticipées revient à la surface » devait-il ajouter, exprimant ainsi la tendance qui prévaut aujourd'hui en Italie.

J.T. Pour protester contre l'assassinat de Mario Salvi, le militant tué la veille par la police, une manifestation s'est rendue aujourd'hui sur le lieu où son corps a été trouvé. Sortant du cortège, quelques manifestants ont lancé des cocktails contre le ministère de la justice, le siège de la DC et un poste de carabinieri. La police a alors fait usage de ses armes. Trois personnes dont deux policiers, ont été blessées. Une gigantesque chasse à l'homme a été alors organisée entre la place Farnèse et la place Gesù. Mais la panique a atteint son paroxysme quand les carabinieri ont pénétré et tiré dans le campo di Fiori, marché traditionnel, où de nombreuses personnes s'étaient réfugiées.

## GRANDE BRETAGNE

### APRES LE REMANIEMENT MINISTERIEL ENCORE ET TOUJOURS LES MEMES

De notre correspondant

Jeudi après-midi, le nouveau premier ministre britannique, James Callaghan, a annoncé un remaniement ministériel. Quatre vieilles figures s'en vont, dont Barbara Castle, qui a tant fait pour saboter le service médical d'Etat. Cependant, de la même façon que Callaghan représente les idées de l'ancien premier ministre Wilson, de même le nouveau gouvernement travailliste reflète la poursuite des attaques contre la classe ouvrière. La plupart des figures clés restent à leur poste.

Une exception notable, celle de Michael Foot, qui arrive second après Callaghan aux élections à la direction du Parti travailliste et donc au poste de premier ministre. Foot, autrefois classé à gauche, gagne des galons et il est clairement considéré comme le second de Callaghan. Ministre de l'emploi, il fut l'architecte des attaques du gouvernement et du TUC (syndicats), contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Maintenant, il devient le leader de la Chambre des Communes avec comme tâche principale de diriger de son mieux la législation du gouvernement, et de la faire passer au Parlement, alors que le Parti travailliste vient d'y perdre la majorité absolue.

Albert Booth remplace Foot au ministère de l'Emploi. Il est hors de doute que, épaulé par Foot, il va lui échoir la tâche cruciale de négocier le nouveau contrat de salaires avec les syndicats. Booth est membre de « Tribune », le groupe de gauche social-démocrate à l'intérieur du Parti travailliste. Pendant la période où le Parti travailliste n'était plus au gouvernement, la tâche des ministres dits de « gauche » a toujours été de négocier avec les syndicats, et donc de trahir les intérêts de la classe ouvrière.

Avec Callaghan qui devient premier ministre, une place restait à pourvoir au ministère des Affaires étrangères. Elle a été donnée à Anthony Crosland, c'est-à-dire la droite du Parti travailliste, Roy

Jenkins, le leader de droite, voulait le poste des Affaires étrangères, il reste au ministère de l'Intérieur, mais va sûrement être promu à la présidence de la Commission européenne. Tous ces changements ne sont qu'une redistribution des cartes, mais les cartes restent les mêmes.

## imprecor

Le dernier numéro d'Imprecor, revue d'information de la revue internationale, vient de paraître. Il s'agit d'un numéro double (47-48) comprenant un dossier sur l'URSS après le 25<sup>e</sup> Congrès du PCUS, l'ibéralisme, le néo-stalinisme, l'interview de Léonid Brejnevitch et de Medvedev. On y trouve en plus des articles sur l'Espagne, le Portugal, le Liban et l'Uruguay.

Imprecor est en vente à la Librairie Rouge, 10, impasse Genèvoise, Paris 4<sup>e</sup>.

Pour s'abonner, écrire à Imprecor, 26, rue Antoine Dansaert, 1000, Bruxelles. Libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à SIE, 10, impasse Genèvoise, Paris 4<sup>e</sup>.

Abonnement (un 125 numéros) : 80 francs.

● A Paris le comité Espagne du 17<sup>e</sup> arrondissement prend l'initiative de convoquer une réunion des comités sur l'Espagne existants pour jeter les bases d'une coordination. Il invite les organisations politiques à se joindre à cette réunion le 10 avril à 18h., 158, rue Legendre, métro Guy Mocquet (et non au 138 comme nous l'avions annoncé par erreur dans le n°22).

## URSS

### PETITION DES TATARES POUR DJEMILEV

Nous sommes toujours sans nouvelles de Djemilev et du report de son procès. Mais d'après le Samizdat publié dans la *Pensée russe* du 8 avril, que nous reproduisons ci-dessous, un nouveau mouvement de solidarité avec Djemilev serait en train de se développer parmi les Tatares.

Le chef du KGB de la Crimée, pour sa part, le général Petrov a nié complètement l'existence de Tatares de Crimée en URSS.

A Simferopol on vient de condamner Mustafaeva Adjimilek à un an et demi d'exil hors de Crimée.

« Le 18 novembre, 150 Tatares de Crimée se réunissent devant le bâtiment du Comité du parti à Simferopol, en Crimée. Ils demandent à être reçus par le Secrétaire du Parti, afin d'obtenir des autorisations de résidence et du travail. Mais ils ne sont pas reçus. La milice arrive et en embarque deux, (...) les autres sont emmenés à la direction du ministère de l'Intérieur (MVD), où ils réclament la libération de leurs deux camarades, ce qui est obtenu.

Le 22 novembre à vingt heures, dans le train de Simferopol à Kharkov, Kourt-vapov Medat et Tchobanov Mhamed sont arrêtés et descendus du train. Sur ce dernier on trouva une pétition de 700 signatures adressée au Comité central du PCUS, au Comité Sakharov pour les droits de l'homme en URSS et au ministère de la Justice, en défense de Mustafa Djemilev.

Le 24, Tchobanov est ramené chez lui (village Jouravki, département de Kirov), par des agents du KGB. La perquisition ne donna aucun résultat (...) Le fonctionnaire du KGB qui s'appelait Ivan Timothéevitch déclara : « Si vous continuez la lutte pour retourner chez vous en Crimée, il vous arrivera ce qui est arrivé aux Tatares de Crimée en 1944 ».



SPINOLA  
EXPULSÉ  
DE SUISSE.

## TRIBUNE internationale

### LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Depuis le 31 octobre 1975, le Peuple Sahraoui fait face à l'invasion des forces armées marocaine et mauritanienne. La guerre devient chaque jour plus meurtrière.

A Oum Dreiga, camp de 25 000 personnes au centre du Wadi Dahah, (Rio del Oro) les bombardements ont fait 700 victimes. Le roi du Maroc déchaine son aviation contre ce camp pour le rayer de la carte, faire disparaître les 25 000 Sahraouis qui l'occupent.

Depuis le début de l'invasion marocaine et mauritanienne le 31 octobre dernier la population civile du Sahara est la cible des forces armées royales marocaines, parce qu'elle refuse de reconnaître l'autorité du roi du Maroc sur son pays, parce qu'elle veut vivre libre dans un pays indépendant. Les tortures, les incarcérations sont innombrables.

Depuis le 29 janvier dans lesquels s'était réfugiée la population sahraouie pour échapper à la tutelle et à la barbarie marocaines sont bombardés au napalm, systématiquement. La population a du entreprendre un second exode, pour échapper au massacre.

Cette tentative de faire disparaître tout un peuple parce qu'il refuse de se soumettre, ce génocide reçoit l'assistance de votre gouvernement.

Après votre voyage au Maroc, Monsieur le Président, un accord de livraisons d'armes appelé « plan Marrakech » a été signé en juin 1975, alors que le roi du Maroc préparait l'invasion du Sahara. Suite à cet accord, des avions livrent en permanence des armes à partir de la France aux troupes du roi marocain. Ce sont des bombes au napalm livrées par la France qui tuent les femmes, les enfants, les vieillards d'Oum Dreiga, de Guelta. Ce sont des chars prélevés sur les stocks de l'armée française et repeints aux couleurs marocaines qui sillonnent le désert sahraoui. Des accords prévoient la fourniture de 75 mirages F1, qui seront livrés au royaume marocain en priorité même sur l'armée française.

La responsabilité du gouvernement français est entière dans le massacre des Sahraouis. C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les livraisons d'armes.

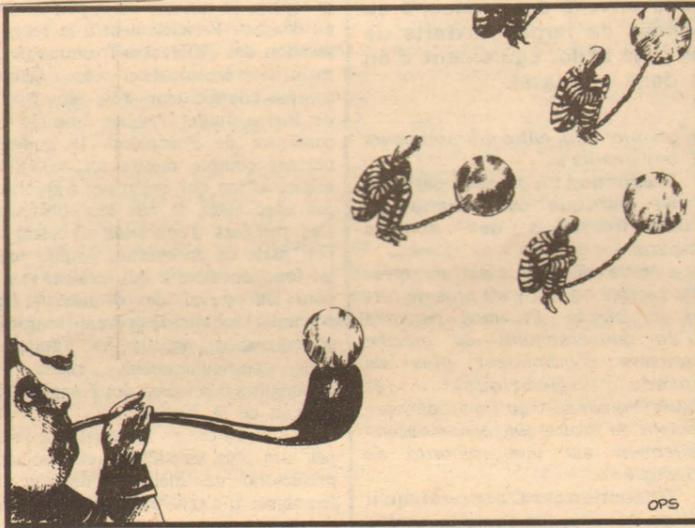
Nous exigeons en outre que tous les traités par lesquels le gouvernement français apporte son soutien à l'invasion criminelle du Sahara occidental par les forces armées royales marocaines soient dénoncés.

Le peuple français ne permettra pas que de tels crimes soient accomplis en son nom.

Association  
« Les amis du peuple sahraoui »  
B.P. 118  
75262 Paris Cédex 06

## ESPAGNE

### LES PRISONNIERS POLITIQUES EN DANGER DE MORT



Presque tous les évadés de Ségovie ont été repris. Ils sont maintenant en danger. Tout le monde se souvient du drame de la prison de Trelew, en 1972 en Argentine : les prisonniers évadés du bague de Rawson et arrêtés à l'aéroport alors qu'ils essayaient de gagner le Chili, étaient abattus de sang froid, dans leurs cellules, par des matons et des flics revanchards. Les geôliers franquistes, sentant la fin de leur règne peuvent avoir des inspirations analogues. A nous d'intensifier la campagne de défense des prisonniers politiques. Nous publions ici la lettre témoignage des prisonniers politiques de Puerto Santa Maria (près de Cadix) sur le sort de notre camarade Sabana Arana, militant de la LCR-ETA VI dont la vie est en danger.

Pour faire bonne mesure, Ponia rend les derniers services à la dictature agonisante : jeudi, il a fait déporter à l'île d'Yeu seize réfugiés politiques basques sous prétexte qu'ils auraient participé à l'enlèvement des deux policiers espagnols qui ont disparu à Hendaye. L'île d'Yeu...C'était le lieu de déportation du maréchal Pétain ; peut-être le prince aura-t-il l'idée en échange de transférer les cendres du maréchal au Panthéon.

### Lettre du pénitencier de Puerto Santa Maria

#### L'état de santé de Sabino Arana a empiré et sa vie est en danger

A la fin de l'année passée, Arana a été transféré de Ségovie au pénitencier de Puerto Santa Maria, avec onze camarades. Ce transfert constituait une sanction contre nous pour avoir tenté de reconquérir notre liberté de la seule façon possible sous la dictature : en nous évadant (...)

A Puerto Santa Maria, il est resté un mois en cellule de rigueur, et c'est pendant ce séjour que sont réapparus les symptômes de sa maladie.

Après avoir fait la grève de la faim et être resté dix jours sans sortir de la cellule, personne n'allait à la promenade d'un pas alerte ; mais Sabino, lui, pouvait à peine marcher. Il allait lentement et se fatiguait tout de suite ; il lui fallait s'asseoir sur le sol en cherchant l'appui de la paroi. Au bout de quelques jours, il arrêta même de sortir pour la promenade. Le premier jour où il voulut rester allongé, il dut résister aux cris, aux menaces des matons, qui lui prirent le matelas et voulurent le faire lever...

A tous ceux qui lisent ceci, il paraît inconcevable qu'on mette en cellule de rigueur un homme qui est incapable de bouger et qui urine du sang ; inconcevable qu'on ne lui accorde aucun soin et qu'on l'oblige à s'asseoir sur le sol ; il ne peut rester 16 heures debout et le mur est le seul appui dont il dispose dans la cellule avec pour seule compagnie, ainsi qu'il le racontait ensuite « les rats qui sortent du soupierail et les cafards et les punaises et les geôliers quatre fois par jour » (...)

Celui qui nous lit sera également surpris devant la réticence des médecins à envoyer Sabino à

l'hôpital. Mais cette attitude condense la bestialité qui régit le régime des prisons. Ici, comme dans les autres prisons, le médecin s'oppose au transfert en hôpital de ceux qui ont « un mauvais comportement », et ce Sabin bien sûr avait l'honneur de représenter pour les geôliers le pire comportement. (...)

La brutalité de la dictature ne perd aucune occasion de se manifester. Quand ils nous ont amené de Ségovie, les gardes civils se sont acharnés sur Inaki Sarrasketa dès notre sortie de cellule et ils se sont mis à le battre et à le maltraiter de toutes les façons possibles, bien qu'il en soit alors à plusieurs jours de grève de la faim. Avec Sabino, ils n'ont pas non plus perdu l'occasion de se montrer tels qu'ils sont. Sachant qu'il était malade puisqu'ils vinrent le prendre directement à l'hôpital, ils lui mirent les menottes et l'obligèrent à rester de nombreuses heures, d'ici à Madrid, dans une position telle, que c'était tout comme s'ils lui avaient donné le grand passage à tabac. (...)

Pour ceux qui ne croient toujours pas que la vie dans les prisons constitue une mort lente, voici la santé ruinée de Sabino Arana. Puisse au moins la médecine le garder en vie pour que nous puissions compter sur son aide inestimable dans le combat révolutionnaire, et pour qu'il assiste au renversement de la dictature, but pour lequel il lutte depuis quinze années, dont les huit dernières en prison.

**Liberté pour Sabino Arana. Liberté pour tous les prisonniers politiques.**

Ses camarades du pénitencier de Puerto Santa Maria  
Mars 1976

## aux quatre coins du monde

### ARGENTINE

● Le premier conseil de guerre convoqué en Argentine, à Comodoro Rivadavia, a condamné sept syndicalistes à des peines de trois à sept ans de prison pour détention et port d'arme. Hugo César Gonzalès, ancien secrétaire général des boulangers de Comodoro Rivadavia (1800 km au sud-ouest de Buenos-Aires) a été condamné à dix ans de réclusion et les six autres syndicalistes se sont vus infliger des peines de sept, cinq et trois ans de prison.

### CHILI

● La Cour suprême de justice du Costa-Rica a repoussé jeudi soir la demande d'extradition d'Andrés-Pascal Allende que lui avait présenté la dictature chilienne. Sa décision, a-t-elle toutefois indiqué, peut-être contesté en appel devant un tribunal supérieur.

Andrés-Pascal Allende, ex-secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) s'était réfugié le 7 novembre à l'ambassade du Costa-Rica à Santiago en compagnie de son amie Anne-Marie Beausire. Après 85 jours, le couple avait finalement obtenu un sauf-conduit et avait quitté Santiago le 1er février.

D'autre part, le ministre des Affaires étrangères de la junte chilienne a demandé jeudi à la Suède l'extradition de Nelson Guetierrez, ancien responsable du MIR et de sa compagne Maria-Elena Bachman. Les deux militants révolutionnaires chiliens étaient arrivés en Suède le 21 février après s'être réfugiés à la nonciature apostolique de Santiago.

### ALLEMAGNE

● Wolfgang Grundmann, l'un des inculpés du groupe Baader Meinhof restera en prison. Le tribunal de grande instance de Kaiserslauten a en effet rejeté jeudi soir la demande de libération présentée par ses avocats.

On ignore encore les raisons de ce rejet, qui doivent d'abord être communiquées aux avocats. Ces derniers avaient révélé lundi à Stuttgart, au cours d'une conférence de presse que Grundmann (27 ans) se trouve dans un état de santé alarmant. Actuellement jugé devant le tribunal de Kaiserslauten pour meurtre et attaque de banques, Grundmann souffre « d'anémie, de gastro-entérite et se trouve dans un état psychique insupportable ».

● Le Havre  
L'association « rencontre, lire et agir » organise un débat sur l'Angola, avec la projection de montages diapos réalisés par un groupe de syndicalistes et diffusé par Politique-Hebdo.  
Samedi 10 avril à 16 heures  
17 rue Lancelot  
Le Havre

## MITTERRAND PASSE AUX AVEUX !

François Mitterrand était, hier, l'invité à déjeuner de France-Inter dans l'émission « 13-14 ». Il répondait à une série de questions concernant l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de ces déclarations. Mais nous avons jugé utile, également d'en donner notre traduction (en gras dans le texte).

« Si la gauche emporte la majorité parlementaire en 1978, il faudra que le président de la République ait beaucoup de sagesse pour comprendre que la volonté populaire doit être appliquée ».

Traduction : « Nous ne toucherons pas aux institutions de la V<sup>e</sup> République, et nous demanderons à Giscard d'appeler un leader de la Gauche comme Premier ministre ».

« Il faudra aussi que la Gauche comprenne qu'elle ne peut pas installer le pays dans un état de crise permanent ».

Traduction : « Surtout pas de vastes mouvements de grève après la victoire électorale. Il faudra garantir l'ordre public ».

« La Gauche ne promet pas le paradis. Elle est simplement consciente du fait que les travailleurs lui feront davantage confiance et seront prêts à accepter un grand projet pour la France et pour eux-mêmes ».

Traduction : « Le Programme commun n'est pas une solution à la crise actuelle, mais avec la Gauche au pouvoir, le « consensus » national pourra être fait autour d'un vaste programme d'austérité ».

« La mise en œuvre du Programme commun de la Gauche ne signifiera pas un changement radical de société pour la bonne raison que l'économie de marché ne sera pas supprimée et que les petites et moyennes entreprises brimées par les monopoles et les multinationales seront libres d'entreprendre ».

Traduction : « Messieurs les patrons, rassurez-vous. Notre programme ne remet nullement en cause les structures du système économique. Vous pourrez continuer d'exploiter vos ouvriers et vos employés comme auparavant ».

« L'autogestion est un projet qui se déroulera à travers le temps. Le Parti communiste l'a si bien compris que nous avons signé ensemble le Programme commun ».

Traduction : « Pas question de mettre concrètement en pratique l'autogestion. Nous en avons parlé, certes, beaucoup même, mais la question n'est pas à l'ordre du jour. Le Parti communiste en est tout à fait conscient ».

« Je suis partisan d'une harmonie entre partenaires sociaux, et,

en premier lieu, entre entrepreneurs et travailleurs ».

Traduction : « Je suis partisan d'une limitation des revenus et d'une limitation des conflits sociaux ».

« Notre objectif c'est de créer une société où il n'y ait plus de luttes de classe. Et nous pensons qu'un gouvernement de gauche disposera d'infiniment plus de moyens politiques et psychologiques qu'un gouvernement de droite qui repose essentiellement sur une minorité de privilégiés ».

Traduction : « C'est vrai qu'il existe des classes sociales et des inégalités criantes. Mais plutôt que le l'affirmer ouvertement comme le fait la Droite, mieux vaut le dissimuler derrière une vaste duperie des travailleurs ».

Giscard n'est décidément pas le seul. Le président de la République s'était adressé uniquement à la Droite lors de son allocution télévisée du 24 mars dernier. Mitterrand a fait de même, hier midi, à l'émission de Radio-France « 13-14 ».

Pour attaquer un régime minoritaire dans le pays ? Pas du tout. Pour rassurer ses adversaires en s'efforçant de démontrer que l'arrivée de la Gauche au gouvernement ne changera pas grand chose... La synthèse de la pensée du premier secrétaire du Parti socialiste, la voici :

« La Gauche dispose d'infiniment plus de moyens politiques et psychologiques pour obtenir le consentement des partenaires sociaux qu'un gouvernement de droite qui repose essentiellement sur une minorité de privilégiés ».

L'aveu est de taille. Il n'est pas, en soi, surprenant. Ce qui est nouveau, c'est que de telles idées soient exprimées avec autant de netteté. Il est vrai que le temps n'est plus à rassembler des bulletins de vote par de beaux discours sur l'autogestion. L'heure est au « réalisme » pour obtenir, de concessions verbales en concessions verbales, la passivité de larges fractions de la Droite dès le lendemain des législatives de 1978

Qu'on ne s'y trompe pas. Plus les échéances électorales approcheront, plus de telles déclarations se multiplieront. Et Mitterrand ne sera pas le seul à les faire...

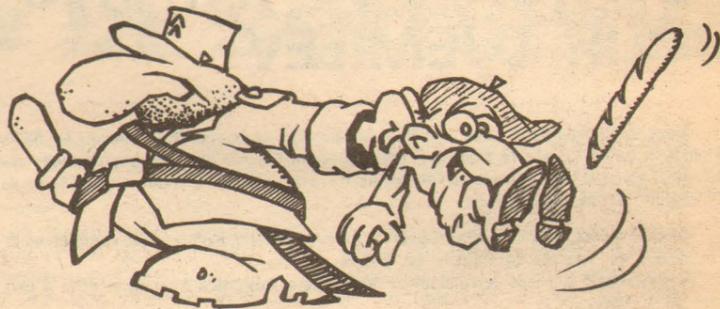
Pierre Julien

## Après les mouvements préfectoraux MARCELLIN REVIENT-IL A L'INTERIEUR?

Le temps de la décripation et des réformes libérales avancées est bien terminé. C'est aujourd'hui le temps de la reprise en main et de la préparation au combat. Parallèlement à la réorganisation des différentes fractions de la majorité (nomination de Chirac comme coordinateur, rôle plus grand de Pierre Juillet l'ancien homme de confiance de Pompidou, le gouvernement compte mettre au pas l'administration qui, selon lui, n'applique pas avec assez de zèle ses consignes. Des rumeurs d'épuration circulent et l'on parle de dorénavant pointer tous les fonctionnaires à qui seraient remis pour leur travail des documents importants, ceci afin de prévenir ce que le gouvernement appelle les « fuites ». Sont particulièrement visés les organismes dépendant des Finances, du Plan et de la Justice.

Le ministère de l'Intérieur ne reste pas non plus inactif. Le remaniement préfectoral de mercredi dernier en témoigne. Il s'agit, bien sûr, de préparer les prochaines élections mais également de réorganiser la police pour qu'elle soit mieux adaptée au grand projet du régime : la sécurité. Depuis quelques mois des plans de réorganisation sont ébauchés et discutés.

La récente nomination de Pierre Somveille à la tête de la Préfecture de police de Paris, n'est dans ce contexte, pas fortuite. Le nouveau préfet de police, après avoir travaillé sous les ordres de Papon (le préfet de police du temps de Charonne) deviendra le directeur de cabinet de Marcellin nommé ministre de l'Intérieur en 1968. A ce titre c'est lui qui couvrira la mise à pied des syndicalistes policiers après la manifestation d'Evian, qui orientera les Renseignements généraux et la DST vers les fichages, les poses de micros (cf. Canard enchaîné) et les écoutes téléphoniques de grande envergure. Accessoirement il sera aussi de tous les comités spéciaux mis sur pied par Marcellin pour lutter contre la « subversion », de même qu'il fera donner la police, conformément à la doctrine du



moment, contre toutes les manifestations.

Son travail est interrompu en 1974 lorsque Chirac succède à Marcellin. Il fallait alors redorer le blason d'une police passablement usée par les méthodes du « premier flic de France ». « Exilé » à Marseille, il est l'une des « victimes » de la politique de « réforme » giscardienne. L'homme

rappelle trop l'ère marcellinesque. Dans ces conditions son rappel ne peut pas être interprété autrement que par la volonté du pouvoir de remettre en route une politique dont il avait cru pouvoir se passer. Nous verrons dans les prochains mois si l'homme est à la hauteur des espérances que Ponia a mis en lui.

Georges Marion

## TRIBUNE de l'extrême gauche

### Organisation Communiste Révolution

Aujourd'hui en Chine, ce ne sont pas des clans mais deux orientations qui s'affrontent.

« La guerre des clans fait rage à Pékin ». C'est ce titre qui barrait la première page de l'Aurore lundi dernier, après l'annonce des incidents de la place Tien An Men dans la capitale chinoise. Que l'un des plus bêtes et des plus réactionnaires parmi les grands journaux du matin interprète ainsi les événements actuels dans la République populaire de Chine n'a guère de raison de nous étonner. Que Rouge, « quotidien communiste révolutionnaire », lui fasse chorus en essayant d'entrer dans les « secrets du sérail » et en établissant un parallèle plus que douteux entre les deux femmes de Mao et celles de Peron est tout simplement consternant. De même, pour ne voir dans la récente mise à l'écart de Teng Hsiao Ping qu'un règlement de compte entre fractions rivales, il faut un rare alliage d'aveuglement, d'ignorance et de mauvaise foi.

La première chose à faire quand on veut comprendre et analyser la portée de la campagne en cours, c'est de se référer à son contenu. Celle-ci a l'immense avantage, par rapport à celles qui l'ont précédé, d'être particulièrement explicite sur ce point. La lutte contre « le vent déviationniste de droite » n'est pas tombée du ciel ni sortie toute prête du cerveau d'un Machiavel chinois terdant un piège à ses « ennemis du sérail ». L'offensive contre Teng Hsiao Ping se place dans le prolongement d'une campagne idéologique et politique, entamée dès le début de l'année 1975, de la plus haute importance. L'un des représentants du « groupe de Shanghai » au sein du Bureau politique du Parti communiste, Chiang Chung Chiao, s'en est expliqué clairement : « Pour ce qui est de la propriété, comme dans tout autre question, nous ne pouvons pas nous borner à envisager les choses dans leur forme apparente, mais nous devons en discerner le contenu réel. Il est tout à fait juste d'attacher une grande importance au rôle décisif de la propriété dans les rapports de production - les rapports entre les hommes et la forme de la répartition - et la rétroaction de la superstructure sur l'infrastructure économique, car ces deux éléments et la superstructure jouent un rôle décisif dans des conditions données. La politique est l'expression concentrée de l'économie ».

Autrement dit, la seule disparition de la propriété privée ne suffit pas à régler le problème de la construction du socialisme. Il existe encore en Chine, les communistes chinois en sont parfaitement conscients, des « écarts » : écart entre ouvriers et paysans, écart entre ville et campagne, écart entre travail manuel et intellectuel, de même que subsiste (bien que très réduite) la hiérarchie des salaires et la division du travail. Dans la mesure où il n'est pas possible de faire disparaître d'un seul coup de tels écarts, les communistes chinois se fixent comme objectif de lutter inlassablement pour leur réduction, faute de quoi, ils seraient le terrain privilégié où s'opéreraient de nouvelles « polarisations de classes » susceptibles de mettre en danger, en liaison avec des secteurs bureaucratiques de l'appareil d'état, la dictature du prolétariat elle-même. « La ligne idéologique et politique, la classe qui exerce la direction sont les facteurs qui déterminent à qui appartient en réalité les usines. »

Mais aujourd'hui, au sein du Parti communiste, deux orientations s'affrontent. Il semble bien, en effet, qu'un débat extrêmement vif ait eu lieu depuis de nombreux mois pour savoir si tout devait être subordonné au développement économique du pays considéré comme prioritaire (n'oublions pas que la Chine a connu une expansion extrêmement rapide ces dix dernières années), quitte à approfondir les « écarts » existants, ou au contraire s'il fallait « mettre la politique au poste de commande ». C'est autour de cela que se déroule l'affrontement principal, puisque il semble bien que Teng Hsiao Ping n'ait pas renoncé aux orientations qui avaient été battues au cours de la Révolution culturelle, et non pour le partage des dépouilles de Chou En Lai. Du coup a volé en éclats le compromis fragile qui s'était réalisé, dans le Parti communiste, à la fin de la Révolution culturelle et après l'élimination de Lin Biao, compromis qui n'aura pas résisté longtemps aux épreuves de la lutte de classes.

Pierre Val

## MARSEILLE

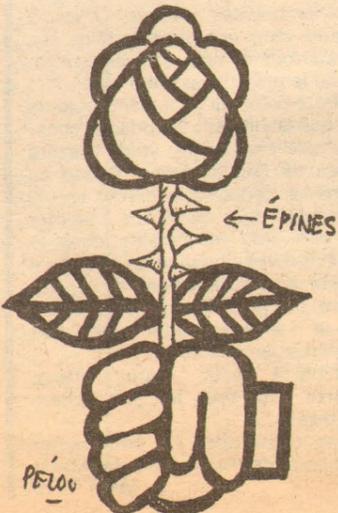
### HARO DU PS SUR UN ANIMATEUR

Chacun le sait, c'est le PS qui, nationalement dirige la fédération des Maisons de jeunes Léo Lagrange.

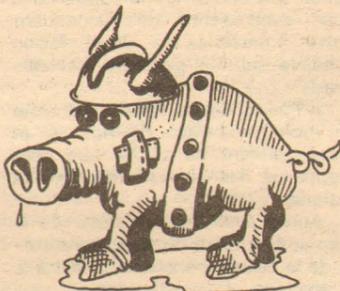
Et ceux qui dirigent savent se comporter en patron dès que des animateurs s'écartent de ce que la direction du PS juge rentable pour sa politique électorale dans les quartiers.

Le dernier a en avoir fait les frais est le directeur de la Maison pour tous des Aygaldes à Marseille, Jacky Coulomb, militant CFDT. Son activité syndicale et son travail d'animation depuis 4 ans ne plaisant guère aux lieutenants de Deferre, la direction a choisi un prétexte bidon — un accrochage entre Coulomb et son adjoint — pour lancer contre la lui la répression et une demande de blâme, la semaine dernière.

La section CFDT a engagé la riposte. Parallèlement un comité d'usagers a été lancé sur la question et a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures pour la levée de toutes sanctions contre Jacky Coulomb.



## TOUJOURS PRETS



Le « syndicat indépendant de la Police nationale », qui est aussi indépendant du pouvoir que la CFT l'est du patronat, annonce dans un communiqué qu'il approuve les mesures relatives à la sécurité prises en conseil des ministres. On s'en serait douté. De même ne nous étonne pas la déclaration du SIPN qui affirme, dans le même communiqué, que « l'opinion publique accepte mal que tous les policiers ne possèdent pas les moyens d'assurer réellement leur sécurité ». Encore que nous croyons, sans doute naïvement, que tous les gardiens étaient toujours armés, même s'ils l'étaient de façon plus discrète qu'au paravant.

En fait ce que réclame le SIPN ce n'est pas que les policiers soient mieux armés, mais que la réglementation qui les autorise à tirer soit considérablement assouplie. Que le SIPN se rassure, si le document que nous avons publié mardi devait un jour se transformer en loi il est prévu que la police aurait le droit de tirer dans le tas.

Au fait ce document, M. Poniatowski, qu'en pensez-vous ? Faudra-t'il bientôt en publier un deuxième pour que vous consentiez à dire quelques mots du premier ?

## L'UDR CHANGE DE BORD Ça grenouille sec dans la « majorité »



### VITICULTEURS

## « BIDON », L'OFFICE DU VIN !

La délégation des viticulteurs que Fourcade et Bonnet ont reçu mercredi soir, ne comprenait pas d'authentiques dirigeants des Comités d'action viticole, ceux de l'Aude, notamment. « Nous avons reçu, a avoué Fourcade, les dirigeants qui avaient donné des consignes de modération ».

Pendant ce temps, le gouvernement en profite pour promouvoir son office du vin « bidon », avec la caution muette des dirigeants viticoles. Mais loin d'être un instrument de contrôle du marché par les viticulteurs, cet office n'est qu'un rouage de la politique de restructuration du vignoble languedocien. Les représentants du gouvernement et du négoce sont majoritaires dans le conseil d'administration. Son président M. Breton est le PDG de la SOPEXA et, à ce titre, il a jusqu'ici développé une politique d'appui très sélective aux groupements de producteurs et au grand négoce, au nom de la nécessaire compétitivité à gagner sur les marchés étrangers. « Toute structure de production inférieure à 400 000 hectares est un non-sens économique » a-t-il plusieurs fois déclaré.

C'est dire quel peut-être, dans une telle optique, l'avenir de la petite et moyenne viticulture ainsi que celui de la coopération. Comme toujours, le pouvoir espère convaincre les viticulteurs eux-mêmes, que leur production n'est pas rentable (pour qui ?), qu'il y a surproduction et qu'il faut « rénover le vignoble ». Bien sûr, c'est préparer l'élimination des petites exploitations rebelles à une restructuration capitaliste et qui ont jusqu'ici remarquablement résisté.

Pour arriver à ses fins, le gouvernement choisit ses interlocuteurs parmi les dirigeants viticoles tels Guizard (Président de la Chambre d'agriculture de l'Hérault) qui ne manquent pas de dénoncer « les irresponsables » des comités d'action viticole. Fourcade prétend même jouer l'artiste entre de tels représentants de la viticulture et le grand négoce, alors qu'il est le protecteur personnel et bien connu de Ramel, le négociant de Meximieux.

Il n'y a rien à attendre de la négociation de vendredi entre négoce et dirigeants viticoles. En l'état actuel des règlements communautaires les premiers auront toujours le dernier mot et la légalité pour eux. Les petits viticulteurs qui s'endettent pour faire de la qualité seront-ils les dindons de la farce ? Ils n'ont qu'une arme pour lutter : celle du contrôle direct et permanent sur les importations de vin par le négoce, sans faire confiance aux services fiscaux de Fourcade.

Aucun camion citerne, aucun chais ne doit être à l'abri des coups des comités d'action. Ils n'ont rien à attendre non plus des négociations fabriquées par le pouvoir et ses complices du négoce pour mieux faire diversion aux mobilisations en cours, où paysans et travailleurs se retrouvent par dizaines de milliers au coude à coude.

La première victoire contre le gouvernement, c'est ensemble, pour obtenir la libération de Teisseyre ; le viticulteur de Lauraguel toujours emprisonné, et le retrait de toutes les forces de répression, qu'il faut reporter. Alors, les conditions d'une bataille pour un véritable office du vin seront créées. Cet office doit garantir les revenus des viticulteurs par fixation de quantum de production, cela ne peut se faire que contre le négoce et ses prétentions à régenter le marché et dominer la terre.

Les délégués des comités d'action viticole doivent avoir un droit de véto dans l'office et le négoce doit être immédiatement exproprié sans indemnité ni rachat. C'est la seule voie à suivre et non pas celle d'une soi-disant restructuration du vignoble occitan.

Correspondant

Premières difficultés de Chirac pour s'imposer comme « coordonateur ». La manière forte ne résoud pas tout. Voilà que Bord démissionne du secrétariat général de l'UDR. Par qui le remplacer ? Par Yves Guéna ? L'UDR ne s'accommode pas d'être « giscardisée ». Bord n'a pas su faire taire les « barons » gaullistes revenchards qui ne cessent, depuis Saint-Jean-de-Luz de donner des coups bas à Giscard.

D'autant que, par ailleurs, les « réformateurs » agitent la crainte du retour à l'« Etat-UDR ». Certains ont annoncé en coulisse que Chirac « quittait » l'UDR. Manœuvre dont Chirac a dû se protéger. Est-il giscardien ? est-il UDR ? Les radicaux « valoisiers » se divisent : une partie d'entre eux quitte le navire majoritaire plutôt que de rester sous la férule de Chirac. Les R.I., contraints par Giscard de suivre Chirac, montrent leurs réticences.

Ainsi, on le voit, le panier de crabes s'agite. Aussi spectaculaire qu'elle se soit présentée, l'« opération Chirac » reste superficielle.

La tentative de Giscard d'im-

poser un « Bonaparte » à sa majorité à défaut de l'être lui-même, est aléatoire. C'est un cadeau empoisonné qu'il a fait à Chirac en le lançant à l'assaut de l'opposition, pour faire une politique frontale anti-ouvrière, peu payante en période pré-électorale, en lui confiant la responsabilité du nid de couleuvres majoritaires.

Chirac est devenu la cible N°1 : parviendra-t-il à construire une droite musclée à temps pour lui éviter la débâcle face au PS ? le dispositif économique qu'il met en place réussira-t-il à exploiter la « relance » ? Ne sera-t-il pas contraint à des élections anticipées pour éviter l'usure de son pouvoir dans les deux ans à venir ?

Trois questions en face desquelles les politiciens montrent leur désarroi.

Sur la défensive, la « majorité » joue ses dernières cartes pour empêcher l'Union de la gauche de venir au pouvoir, mais elle se divise déjà et certains clans se comportent comme si cette perspective était inéluctable, élaborant un nouveau dispositif pour priver la classe ouvrière de ses chances de vaincre à cette occasion.

Le « président en réserve de la République », pendant ce temps-là, « prend du recul », pour pouvoir, demain en s'appuyant sur les institutions, tenter d'arbitrer entre majorité et opposition en cas de victoire de la gauche. Marchais et Mitterrand n'ont-ils pas pris le soin de dire : « nous garderons Giscard » ?

A la sortie du repas, « UDR-Giscard », hier à l'Elysée, après avoir dégusté son « vacherin glacé à la fraise » et le « clos de la vignes-aux-saints 1964 », Debré disait : « l'année qui vient est cruciale. Il n'y a pas de faute à commettre dans le choix des options et des personnes. » Angoisse de fin de règne. Contre-balançant les mauvais coups de Chirac, Giscard a encore parlé de la nécessité d'aller de l'avant dans les réformes... tandis que Poniatovski améliore le dispositif répressif. Tout ce beau monde prépare de grandes manœuvres.

Parce que la bête aux aguets est plus dangereuse, face aux ruades de l'ex-« majorité », l'attentisme des directions du PS et du PC, leur refus de prendre des responsabilités dès maintenant, alors qu'elles en ont les forces, doit être d'autant plus fortement dénoncé.

G.Filoché

### FEN

## A propos d'une table ronde de la V.O

### L'ALIBI

La « Vie Ouvrière », hebdomadaire de la CGT, rend compte dans son dernier numéro d'une table ronde réunissant André Allamy, René Buhl, René Duhamel, et Henri Krasucki sur le thème : « où va la FEN ? ». Une question que se posent de nombreux travailleurs après que le syndicat ait signé, cette année encore, le contrat salarial dans la Fonction Publique, venant ainsi au secours de la politique du pouvoir.

Peut-être faut-il aussi voir dans cette publication une forme de réponse à de nombreux militants CGT qui se demandent si les enseignants, d'accord avec la confédération doivent continuer à militer dans la FEN plutôt que de construire purement et simplement la CGT dans l'enseignement (1), à l'exemple de ce que fait de son côté la CFDT.

Après avoir violemment dénoncé la signature du contrat par la FEN, les participants à la table ronde viennent à présenter la vie de la FEN. Il y a donc, selon eux, « essentiellement » deux tendances, l'une majoritaire, qui s'intitule « Unité, Indépendance et Démocratie », dirigée par des militants proches des conceptions de Bergeron, et l'autre « Unité et action », rassemblant ceux qui se placent sur des positions de classe unitaires, comme l'explique André Allamy. (On notera au passage que disparaissent de ce tableau les autres tendances, dont l'« Ecole Emancipée », qui regroupe les enseignants révolutionnaires dans la FEN, et qui, en alliance avec « Renouveau Syndical », représentent pourtant environ 20 % des syndiqués du SNES, dirigé par Unité et Action !)

### La « bonne » et la « mauvaise » FEN

Après cette présentation, on aura compris que toute la sollicitude de la confédération va à la tendance « Unité et action », majoritaire dans le SNESup (syndicat de l'enseignement supérieur), le SNES (Syndicat du second degré), etc.

Duhamel dénonce la caution que le PS apporte à la direction de la FEN, et les ingérences de celui-ci, qui, par la voix de Mitterrand, avait demandé à ses adhérents de militer dans la tendance majoritaire. Il y a à ce sujet une phrase remarquable : « une semblable immixtion serait absolument impensable dans une organisation comme la CGT ! » Et pour cause... La direction confédérale refusant obstinément que des courants de pensée puissent, en tant que tels, s'exprimer dans la CGT. Pour être complet, Duhamel aurait pu ajouter que « spontanément » tous les militants du PC militent dans « Unité et action »...

En fait, ce qui doit ressortir de cette description, c'est l'idée qu'il existe une « FEN droitière », hélas encore majoritaire, et une « bonne FEN », pour le moment minoritaire (celle que les enseignants appellent la FEN bis), dont le lecteur de la V.O. ignorera d'ailleurs et les propositions et l'action. En effet, si Henry, secrétaire général de la FEN, continue de bénéficier d'une majorité confortable, c'est aussi qu'« Unité et action », en dehors de rodomontades, s'avère incapable de proposer une orientation de lutte différente, en

dehors des sempiternelles grèves revendicatives de 24 h, inefficaces et démobilisatrices qui, dans l'enseignement plus que partout ailleurs, sont discréditées.

### Quelle unité avec la FEN ?

Cette présentation a, en réalité, plusieurs fonctions : — la perspective offerte c'est celle d'un changement de majorité dans la FEN telle qu'elle est, c'est-à-dire « autonome », coupée de fait des autres travailleurs. Alors que de plus en plus nombreux, les enseignants se posent le problème de rompre avec une autonomie dangereuse, qui développe le corporatisme, pour avancer la perspective de l'adhésion à une centrale ouvrière unique et démocratique. — cela permet de poser le problème de l'unité uniquement avec la FEN bis : « Nous ne devons pas renoncer aux possibilités d'obtenir des actions unitaires avec les enseignants dans de nombreux secteurs, et d'importantes régions (...) » explique Duhamel, tout en justifiant le refus d'une unité avec la direction fédérale. On se souvient qu'à une demande de rencontre de la part de la FEN, la direction confédérale aurait répondu par une fin de non recevoir, faisant de la dénonciation de l'accord salarial un préalable à toute discussion. On se souvient pourtant, également, d'un temps pas si lointain où la CGT avait passé des accords et était en discussion quasi-permanente avec la CGC dont le moins qu'on puisse dire est qu'en comparaison la FEN paraît révolutionnaire !

Buhl relève, à juste titre, les contradictions de cette direction qui, à la fois signe, cautionnant ainsi le pouvoir, et, en même temps, propose l'unité d'action contre la politique d'austérité de ce même pouvoir, du fait de la pression que les enseignants exercent sur leur direction. Dans ce cas, un réel comportement unitaire ne serait-il pas plus payant vis-à-vis de la base UID ? La dénonciation de la politique capitalarde de la direction fédérale doit continuer. Mais cela empêche-t-il l'unité d'action sur des points précis, unité nécessaire pour l'efficacité de la lutte, unité qui ne peut qu'aggraver les contradictions relevées par Buhl. Au contraire le sectarisme actuel de la direction de la CGT ne risque pas de faire évoluer les militants UID, il les conforterait plutôt dans leurs réflexes anticégetistes.

Peut-être, après tout, la direction confédérale se satisfait-elle de l'existence de ces syndicats « droitières » ou de « collaboration de classes » qui, tels la FEN, FO, ou la FGAAC pour la SNCF, sont de fantastiques alibis pour éluder les responsabilités qu'elle ne veut pas prendre.

C'est, en tous cas, ce qu'on pourrait penser quand, dans ce même numéro de la VO, et à propos des luttes à la SNCF, G. Lanoue explique que la signature du contrat par FO, la CFTC, la CGC et la FGAAC « a sapé les possibilités d'une action de longue durée dans la période présente ». Alors même que, massivement, le mouvement a continué après avec de nombreux syndiqués FO ou FGAAC et que se posait donc le problème de continuer ce mouvement en le centralisant.

G Fontenay

### POLITIQUE AUJOURD'HUI

janvier-février 1976

Un numéro entièrement consacré à l'antimilitarisme.

— Le PCF et l'armée

— Avant 1914

Le N° : 17 F  
14-16 rue des Petits Hôtels  
75010 PARIS - CCP 30316 70  
La Source

## DAMMARIE

### LES OUVRIERS DU GARAGE RENAULT REPARENT GRATUITEMENT LES VOITURES DANS L'USINE IDEAL OCCUPEE

Une 4 L, le capot ouvert, avec autour trois ou quatre grévistes en bleus de travail.

- « Il y a beaucoup de clients aujourd'hui ?  
- Pas mal, on n'arrive pas à fournir ! »

C'est un spectacle inhabituel qu'offre aujourd'hui l'usine Idéal-Standard : des voitures qui manœuvrent ; le bruit des essais de moteurs, les blagues qui fusent... L'ambiance est un mélange de travail et de fête.

#### « la grève, ce n'est pas contre les clients »

La veille, des tracts d'explication avaient été massivement diffusés en ville : « les travailleurs sont en grève pour leurs revendications, pas contre les clients ! La preuve : ils font des réparations gratuites ».

L'appel a été entendu : les unes après les autres, les voitures se présentent à la porte de l'entreprise où l'on annonce en grosses lettres qu'ici on répare gratuit. Les grévistes ne chôment pas... A côté d'eux, contre un mur, un panneau qui rappelle les revendications : « 300 francs pour tous, garantie et progression du pouvoir d'achat, le treizième mois uniforme ».

Un peu plus loin, sur une table, un carton pour la solidarité. Les réparations sont gratuites, mais la plupart des gens donnent quelque chose pour soutenir la lutte. « Il y en a tout de même quelques uns, explique un mécano, qui profitent de l'occasion pour se faire refaire une boîte de vitesse ou un radiateur... »

#### la première bataille

Michel, le délégué CFDT, arrive. Il revient d'une tournée dans d'autres garages de la région, pour discuter de la solidarité et de l'extension. « Dans ce garage, explique-t-il, il n'y avait pas de grande tradition syndicale. La section CFDT s'est créée il y a seulement quelques mois ». Le boulot syndical dans les garages n'est pas des plus faciles : « le patronat est concentré en quelques grandes marques : Renault, Peugeot... les ouvriers, eux, sont dispersés dans une multitude d'endroits, où ils sont peu nombreux ».

Il y a tout de même déjà une expérience de lutte assez développée. A Brest, à Lorient, à La Roche-sur-Yon, à Limoges, il y a déjà eu des réparations gratuites. Mais c'est sans doute la première fois que cela se déroule dans une usine occupée.

#### solidarité ouvrière

Les travailleurs d'Idéal leur ont donné l'hospitalité sans se faire prier. C'est une façon d'affirmer en pratique la solidarité ouvrière. La section de l'usine est CGT, celle du garage est CFDT ; ça n'empêche pas de faire l'unité dans la lutte, au contraire.

A travers cette coordination, c'est la lutte d'Idéal, elle aussi, qui est popularisée. Cette grande fondrie occupée depuis six mois continue de servir de pôle de référence pour les luttes de la région. Elle n'a pas fini de faire parler d'elle.

F.L.

**Simon (Cherbourg).** La grève s'installe. Le patron refuse toujours de négocier. Le piquet de grève a été renforcé. Il comprend 120 inscrits sur 600 travailleurs et est organisé en 4 = 6. Le problème de l'augmentation du point à 11,37 F intéresse toute la métallurgie. Les propositions patronales restent à 9,26 F. Les collectes continuent pour la semaine prochaine.

Correspondant

LES RÉPARATIONS SONT GRATUITES, LE POURBOIRE EST INTERDIT, LA SOLIDARITÉ EST SOUHAITÉE.



**Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque**

## en lutte



#### Jams-Carpentras :

Par un jugement rendu le 8 avril, le tribunal de commerce de Chalons-sur-Marne a décidé de donner l'entreprise Jams de Carpentras à l'ancien directeur, Monsieur Mur. Rappelons que depuis plusieurs mois l'entreprise était en faillite et que les ouvriers occupaient (Voir Rouge du 1<sup>er</sup> avril). Ils voulaient créer une coopérative ouvrière. Lors d'une conférence de presse tenue le soir même à Carpentras, l'avocat des travailleurs devait préciser que dans leur dossier, greffier et syndic avaient omis d'indiquer premièrement l'existence de la subvention de 80 millions votée par le Conseil régional, deuxièmement que Mur était l'ancien directeur de la société en faillite, troisièmement la volonté du personnel. Le syndicat a ainsi commis une faute professionnelle. Réunis dès l'annonce du jugement en assemblée générale, le personnel a décidé à l'unanimité de faire appel devant la cour d'Appel de Reims. L'un des animateurs du comité de soutien a déclaré : « On a volé aux travailleurs la solution qu'ils avaient patiemment mise au point. Le droit de disposer eux-mêmes de leur sort et de maîtriser leur vie. Le tribunal de commerce a pris le parti des patrons contre celui des ouvriers. »

Les travailleurs restent sur leurs positions et décident à poursuivre la lutte. Ils étudieront au jour le jour les positions à prendre.

Correspondant Carpentras.

## FOYERS SONACOTRA

### ● Intervention policière contre le foyer de Champigny ● Deux délégués expulsés

Après quatorze mois de grève, la lutte s'est étendue à de nombreux foyers SONACOTRA (cinquante quatre aujourd'hui) pour la diminution des loyers. Refusant de négocier avec les résidents, la direction de la SONACOTRA a envoyé la police contre celui de Champigny, dans la nuit de mercredi à jeudi ; deux délégués de résidents, Ben Amar, algérien et José Ferreira, portugais, ont été emmenés. Depuis, ces deux camarades ont

été expulsés. Nous appelons tous les partis et syndicats de la classe ouvrière à les soutenir et à l'arrêt de toutes poursuites policières.

Une journée de portes-ouvertes a eu lieu le samedi 3 avril au foyer de Sannois et d'Ermont. Nous y avons interviewé les résidents.

#### Comment la grève s'est-elle effectuée depuis cinq mois ?

Au début elle a été prise en main seulement par une partie des résidents ; mais ensuite, lorsqu'un travail d'information fut réalisé dans l'ensemble du foyer, très vite, le mouvement de grève a été suivi par la presque totalité.

Chaque fois qu'une assemblée générale est convoquée, tout le monde est présent. Nous la faisons chaque fois qu'il y a une information importante à communiquer ; nous avons décidé ensemble aussi que

seuls ceux qui refusent de payer leur loyer ont le droit à la parole ; les autres — ils sont très peu — ils peuvent venir à nos AG, mais nous leur opposons à toute intervention verbale.

#### Quelles sont vos revendications immédiates ?

Nous sommes conscients que la Sonacotra fait tout son possible pour retarder les négociations. Un protocole d'accord a été signé : il se borne seulement à l'exonération des retards et à une baisse très faible

des loyers non payés. Face à cette politique de pourrissement, le mouvement de grève, lui, au contraire fait tâche d'huile. Ici, à Ermont Sannois, nous réclamons la reconnaissance immédiate, par écrit, du comité de coordination élu par l'ensemble des comités de résidents, révocable tous les deux mois et qui est le seul interlocuteur habilité à négocier avec la direction SONACOTRA. Nous réclamons une réduction de 100 F pour tous et le changement du règlement intérieur, qui est énoncé dans la plate-forme revendicative du comité de coordination.

#### Et si les négociations n'aboutissent pas ?

Ici, nous on est prêts à mener la grève pendant des années s'il le faut : cette fois-ci, c'est vraiment pour de bon !...

#### La politique d'intimidation de l'administration parvient-elle à diviser et même à menacer votre mouvement ?

Au début du mouvement, cela aurait peut-être été possible ; mais maintenant, compte tenu du degré de combativité et de détermination, l'administration est très prudente dans ses manœuvres. Le gérant d'Ermont a refusé par exemple de redonner les chambres à certains résidents qui sont revenus de vacances. Face à cela, actuellement, nous

réclamons la réintégration immédiate de ces camarades.

Quant à nous, nous avons décidé collectivement de ne plus bouger d'ici : certains reportent leurs vacances pour pouvoir conserver leur chambre. Ce qui se passe aussi, c'est que pour noyauter le mouvement, le gérant refuse de prendre des nouveaux locataires. Sur ce plan-là aussi il y a du boulot à faire pour ceux qui se trouvent dans la rue ; car, ne manquant pas de culot, le gérant leur dit comme motif de refus d'hébergement que c'est à cause de nous qu'ils sont dehors, à cause de notre grève : il essaie de les tourner contre nous...

Il est possible que les « retombées » en matière de répression se retrouvent au niveau de nos entreprises, ou au niveau du non renouvellement de nos cartes de séjour : nous sommes conscients de cela, nous ne nous laisserons pas intimider et, tout en restant vigilants, nous saurons leur opposer la riposte nécessaire.

Il faut souligner aussi que l'un des piliers du mouvement qui existe à Ermont et Sannois, c'est l'existence d'un comité de soutien : il nous a profondément encouragés et renforcés dans notre dynamique de lutte ; nous sommes persuadés que son rôle est d'une importance essentielle en cas de répression. Aussi, nous conservons un contact permanent avec lui.

(propos recueillis par R. Loncrin)

## vie syndicale

Hier, s'est terminée la cinquième conférence fédérale de la métallurgie CGT consacrée à la situation de l'emploi féminin. 400 délégués, dont un fort pourcentage d'OS représentant 250 entreprises. La moyenne d'âge était de 31 ans. Le rapport introductif insistait sur la plus grande participation des femmes aux luttes ouvrières (Grandin, SNECMA, etc...) est la nécessité de lutter contre les discriminations dans l'emploi féminin (salaires, formation). L'accent a été mis sur le renforcement de la CGT, la diffusion d'Antoinette, et la promotion de cadres syndicaux femmes. La fédération métallurgie se propose par ailleurs de mettre en place des commissions femmes syndicales, appelées « collectifs de travail », et de nommer des responsables

chargées du « travail en direction des femmes » dans les entreprises à forte majorité féminine.

Le comité régional de coordination des syndicats sanitaires et sociaux de la région parisienne CFDT organise le 10 avril de 14 h à 20 h un forum ouvert. Ont été invitées : la CGT-Santé, la CGT-Enfance inadaptée, le SNPES (FEN), le MARC, Champ social, l'Aerlip et Gardes-fous.

Une table ronde clôturera ce forum qui se déroule à la Bourse du travail, 3 rue du Château d'eau, Paris.

**A l'Argus de la presse parlée,** 3 des 4 employées ont arrêté le travail depuis le 26 mars. Depuis le 7 avril le patron prétend leur interdire l'accès aux locaux. Leurs revendications : les 40 h, la mensualisation et le même statut que l'Argus de la presse écrite. A signaler que le directeur commercial fait travailler sa femme chez lui pour tenter de briser le mouvement.

Correspondante

**Naphta-chimie à Lavéra.** Succès de la grève de vingt-quatre heures appelée par CGT et CFDT dans le cadre de la journée d'action Rhône-Poulenc. FO et la CGC en restaient à deux heures de débrayage. Le piquet a pu se maintenir à l'aide de voitures placées en travers de la route malgré l'interdiction de la direction qui avait fait souder les grilles ouvertes.

Correspondante Lavéra

**Ecole de langues Berlitz.** Une grève s'est déroulée le 8 avril pour soutenir les revendications du personnel : 5,2 % d'augmentation des salaires, mise en place d'une véritable échelle mobile des salaires, 2 400 F pour tous. La proposition de la section CGT, visant à populariser la lutte, a été adoptée. Les négociations reprennent lundi.

Correspondant

LIP

## DEBATTRE DES PERSPECTIVES

- Tout un secteur en crise
- Une solution : la nationalisation

Autour de Lip et à travers cette nouvelle crise, les discussions vont bon train. Les journaux économiques supputent. Les grenouillages financiers et politiques se multiplient. Les tergiversations en cours en sont la preuve.

C'est que nous ne sommes plus en 73. C'est une banalité que de le dire mais aujourd'hui il n'y a pas une mais des centaines d'entreprises fermées ou en voie de liquidation. Le problème est bien celui de l'ensemble de l'horlogerie française et c'est à ce niveau qu'il faut répondre.

L'industrie horlogère est entrée en crise plus tardivement que d'autres secteurs de la métallurgie mais elle a subi de plein fouet. Aujourd'hui, l'industrie horlogère ne se voit pas seulement en butte aux marchés stagnants sur le plan mondial mais ses produits eux-mêmes, les montres mécaniques sont soumis à la concurrence essentiellement américaine des trusts de l'électronique.

Ces derniers, avec leur montre à quartz et à affichage digital, ont d'ores et déjà connu un rapide essor sur le marché US. Maintenant, ils vont faire leur entrée en Europe et au Japon. Sur ce terrain là, l'horlogerie européenne et en particulier la française auront du mal à être concurrentielles et à produire avec des capacités suffisantes. La division du travail au niveau horloger devient beaucoup plus internationale que par le passé.

### La ruée des multinationales

L'assemblage des pièces détachées, des mouvements, la fabrication de certaines pièces de l'habillage, spécialité dans laquelle la part de main d'œuvre est élevée, tendent

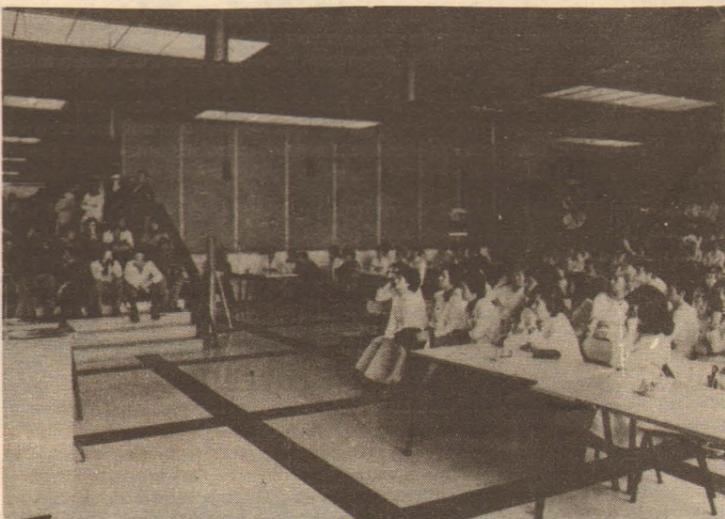
à être réalisés dans des pays où les charges sociales sont très faibles, telle l'Asie du Sud-est.

En effet, le processus de fabrication de la montre à quartz est largement simplifié par rapport à la montre mécanique. Ainsi, le temps d'assemblage est inférieur de 30 à 70 % par rapport à la mécanique et cela pour les montres qui iront de 150 à 250 F, soit dans un domaine qui concerne 75 % des montres vendues en France.

Cette production française étant fortement localisée dans le Doubs et le Haut-Doubs, les effets s'en sont fait déjà sentir en dehors de Lip. Ainsi dans le Haut-Doubs, pour prendre un exemple, les demandes d'emploi non satisfaites à l'ANPE de Maiche ont augmenté en un an de 300 %.

La montre à quartz est un « créneau » où s'engouffrent la ruée des multinationales. Ces dernières se sont largement implantées en France. Ainsi Jaz commercialise des produits fabriqués sous licence US par Ebauches SA et Lip avait également passé un accord avec une firme US : NSC Novus.

Le gouvernement a élaboré en février dernier un plan horloger, plan ne visant qu'à accentuer la concurrence



Assemblée générale dans l'usine

entre les firmes. Crédits accordés à Lip, à Jaz (groupe Empain), à Montrelec enfin, société composée des PME les plus importantes de l'horlogerie. Plus une autre société de composants dans laquelle Thomson-CSF aurait une part importante. Il existe donc aujourd'hui trois sociétés en France qui devraient produire et diffuser des montres à quartz.

### La seule voie

Devant cette politique incohérente et cautionnant de fait un bradage, devant ce massacre des travailleurs et d'une région, comme disent les Lips, que répondre ? Que l'Etat gaspille ses crédits ? Que les patrons sont incapables ou incohérents ? Peut-être, mais les travailleurs doivent-ils se battre sur ce terrain là ? Non, car alors ils seront battus par la logique du système capitaliste.

Voilà pourquoi nous disons : pour que les travailleurs aient une garantie de l'emploi avec maintien des avantages acquis, pour qu'une région ne soit pas condamnée, il faut que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités, qu'ils nationalisent sans indemnités ni rachat la branche horlogère, qu'ils établissent un plan de restructuration, plan contrôlé par les travailleurs.

Une telle perspective permettrait d'unir tous les ouvriers de la branche horlogère. Elle pourrait être reprise par d'autres secteurs, d'autres branches ou régions, permettant ainsi une effective coordination et centralisation des luttes sur l'emploi. Aujourd'hui la combativité est grande, les luttes nombreuses.

Au Parti communiste qui dit : nationaliser la branche horlogère, non, nationalisons plutôt le « système bancaire et financier ce qui permettra de contrôler les mouvements de fonds, d'empêcher l'étranglement des PME... », nous répondons qu'une telle solution est irréaliste et revient, en raccourci, à nationaliser les trusts pour que les PME se portent mieux.

Quand à la CGT, nous pouvons lui demander pourquoi elle ne reprend pas les perspectives que la FTM défendait pourtant en juillet 73 dans son mémoire sur Lip : « Dans la perspective d'un changement démocratique et en fonction même du contenu du programme commun de gouvernement, une solution nationale pourrait être trouvée... elle pourrait s'inscrire dans le contexte des mesures de nationalisations démocratiques et des prises de participation prévues par le programme commun de la Gauche... par une prise de participation de l'Etat démocratique pouvant aller jusqu'à sa majorité... Il appartient donc au gouvernement d'agir... » Pourquoi une telle démarche n'est-elle pas reprise maintenant ?

La perspective d'une nationalisation sans indemnités et sous contrôle ouvrier devrait être discutée dans une réunion de travailleurs délégués de la branche horlogère. Une telle perspective, reprise par les confédérations syndicales, permettrait de lancer une campagne nationale mettant en difficulté un gouvernement minoritaire. Telle est la seule voie à suivre pour que cette deuxième lutte des Lips soit une victoire. Tel est le sens dans lequel des travailleurs d'autres branches en difficulté doivent se battre aussi.

Suzette Triton

### LES CHOMEURS NE VEULENT PAS LA CHARITE

● A Toulouse, jeudi, à l'appel du comité de chômeurs CFDT et du collectif chômeurs, une délégation de plus de cent personnes s'est rendue à la préfecture, pour protester contre les coupures de gaz et d'électricité, les expulsions et les saisies. Le préfet a promis d'étudier « cas par cas ». Or les chômeurs ne veulent pas la charité, mais la solution collective de leurs problèmes. A noter le soutien des sections syndicales (SNIAS, bâtiment, Bréguet)

Correspondant

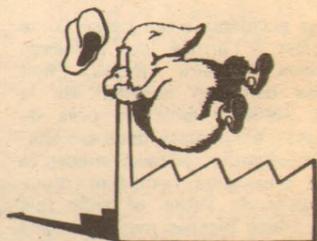
● A Castres, les chômeurs se sont

organisés en comité soutenu par la CFDT et l'ASF. Une plate-forme a été mise au point. Une réunion regroupant quarante personnes a eu lieu avec le personnel de l'ASSEDIC, des Allocations familiales et de l'ANPE.

Correspondant

**Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque**

en lutte



### Bourgogne-Electronique

(Dijon). La manifestation de soutien aux grévistes de Bourgogne-Electronique qui s'est déroulée jeudi soir à Dijon a été riche d'enseignements. Après la prise de parole du secrétaire de l'UD CGT appelant à la dispersion, quelle n'a pas été la surprise de ce dirigeant syndical en voyant les ouvriers de BEE continuer la manifestation, suivis par les trois-quarts du cortège. « Bientôt la cinquième semaine de grève » disent ceux de BEE dont le moral ne faiblit pas. A signaler que face aux risques d'intervention de nervis, le problème de l'autodéfense reste à prendre en charge. L'occupation continue. Une feuille injurieuse attaquant les syndicats a été diffusée autour de la boîte. Hier, les grévistes sont montés à Paris pour manifester au Salon des composants, porte de Versailles avec les autres centres Thomson. Un gala de soutien devrait avoir lieu la semaine prochaine.

Correspondant

### Peugeot-Beaulieu : les débrayages continuent après la reprise.

Malgré l'échec de la grève, la combativité reste grande à Peugeot-Beaulieu. Depuis plusieurs jours, les débrayages se succèdent dans tous les ateliers. Surprenant la direction, ils ont lieu une heure à un endroit, une heure dans un autre. Ils sont la preuve vivante que le climat n'est pas à la démobilité dans l'usine, et que les travailleurs entendent marquer leur refus de la répression antisyndicale. Mardi doit avoir lieu un comité d'entreprise extraordinaire sur les licenciements. Une marche est prévue sur Audincourt.

Les collectes continuent. La solidarité financière est plus que jamais nécessaire.

Les postiers originaires des colonies françaises (Antilles, Réunion, etc) ont participé jeudi à un rassemblement au métro Varenne à Paris pour déposer les pétitions concernant leurs revendications spécifiques. A l'appel de la CGT et de la CFDT, près de 1 000 personnes se sont réunies pour exiger « un congé cumulé tous les deux ans avec voyage payé », « dix jours annuels hors cumul » et la création d'emplois dans les DOM. Une manifestation s'est déroulée ensuite jusqu'aux Invalides après le refus du cabinet de Chirac de recevoir les pétitions. Forte combativité. Comme le disait un tract : « Nou levé kon an tampet ! » (Nous nous sommes levés comme une tempête)

Correspondant

## TRIBUNE des luttes

### COMMUNIQUE : DANS LE 94, LA SONACOTRA CHOISIT LA REPRESSION POLICIERE

Le foyer Sonacotra, 79 rue du Monument (94) (380 résidents de 10 nationalités différentes, mais principalement Portugais) a rejoint le 1er mars le mouvement de grève des foyers déclenché il y a 14 mois en Seine Saint-Denis. Ce mouvement regroupe actuellement 50 foyers dans toute la France autour d'une plate-forme de revendications et d'un comité de coordination de la lutte élu par les délégués des différents foyers.

Le 29 mars dernier, ce comité de coordination a envoyé une lettre à la direction de la Sonacotra pour de nouvelles négociations.

Les résidents viennent de recevoir la réponse :

- le 7 avril, à 2 heures du matin, 15 cars de police entourent le foyer de Champigny.

- à 5 heures 30, accompagnée du gérant du foyer, la police entre dans les chambres de 4 délégués des résidents. Deux d'entre eux, Ben Amar (algérien) et José Ferreira (portugais) ont été emmenés par la police avec leurs affaires. Depuis, il n'y a pas de nouvelles de l'endroit où ils ont été emmenés.

- un troisième, emmené également, a été relâché après qu'on lui ait retiré sa carte de résident du foyer, son employeur se trouvant la porte pour l'emmener à son travail.

- le quatrième était absent du foyer cette nuit-là. Sa chambre a été fouillée.

Voilà la réponse de la Sonacotra aux demandes de négociations des résidents.

Nous demandons la libération de nos camarades, l'arrêt de toute forme de répression sur les résidents ou leurs délégués.

Nous demandons une nouvelle fois que s'ouvrent de véritables négociations.

- Nous appelons tous les résidents des foyers et des cités Sonacotra à s'organiser, à élire démocratiquement des comités de résidents et à rejoindre notre mouvement et le comité de coordination.

- Nous appelons tous nos frères émigrés à se mobiliser pour soutenir notre lutte et refuser de payer les frais de la crise.

Nous appelons tous nos camarades français à soutenir notre lutte qui est aussi la leur, car c'est une lutte contre la répression, une lutte contre les loyers trop chers, une lutte contre la répression, une lutte pour l'égalité Français-émigrés, une lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

TOUS UNIS NOUS VAINCRONT

Comité de résidents  
79, rue du Monument  
94 - Champigny

Comité de coordination  
des foyers Sonacotra en grève

## LES SOLDATS CONTRE L'INSECURITE MILITAIRE

Les accidents n'ont cessé de se multiplier à l'armée, ces dernières semaines. Quatre morts, huit blessés dans un accident de la route, survenu dimanche près de Limoges; cinq morts dans un hélicoptère, mardi; un mort encore le même jour dans l'accident d'une jeep, près de Tours et enfin trois morts treize blessés mercredi dans l'Oisans: une section du 6<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins emportée par une avalanche.

Dans tous les cas, l'attitude de la hiérarchie est invariable: faire le silence sur les causes de ces accidents, invoquer la fatalité, minimiser les dégâts. Cette tactique n'est pas nouvelle. Plus les accidents sont graves, et plus le mur du silence érigé par les autorités militaires est épais. Après le massacre de Chézy sur Marne, il a fallu l'intervention d'une commission d'enquête constituée des personnalités pour faire éclater le scandale. Chantages divers, menaces, consignes de silence, permissions accordées aux soldats témoin des faits, tels sont les petits trucs dont est faite l'esquive de la hiérarchie en pareil cas: on l'a bien vu récemment lors de la mort « accidentelle » d'un para à Mont de Marsan: en plein milieu de semaine, ses camarades se sont vus libéralement accorder une perm, eux qui habituellement languissent après une 72 heures par mois!

Plus la responsabilité des militaires est engagée dans ces accidents, et plus les mensonges auxquels elle recourt systématiquement sont gros; on l'a vu à Mont de Marsan, où elle n'a pas hésité à accumuler les invraisemblances les plus grossières dans sa version des faits; de même à Chézy. Une seule constante absolue dans cette attitude: le refus de reconnaître ses responsabilités.

A ce complot du silence s'oppose de plus en plus la détermination des soldats à faire éclater la vérité. Il y a bien longtemps qu'ils n'acceptent plus la fable de la fatalité et incriminent les responsabilités de la hiérarchie militaire, de façon très précise. Après l'accident qui début 75, à Sisonne, avait coûté la vie à Serge Camier, le comité de soldats de sa caserne a procédé à une enquête méticuleuse, recueillant faits et témoignages qui dégageaient irréfutablement la responsabilité d'un certain nombre

de gradés dans cette affaire. La seule réponse de la hiérarchie fut la répression. De la même façon, après l'avalanche de mercredi, le comité de soldats du 6<sup>e</sup> BCA a posé un certain nombre de questions précises auxquelles on peut gager que les gradés ne se hâteront pas de répondre: tant il est évident que la marche imposée aux chasseurs (alors qu'un arrêté préfectoral interdisait du fait des conditions climatiques toute randonnée dans l'Oisans après 10 h du matin) incrimine directement leur responsabilité. Et ce d'autant plus que les crapahuteurs en chef qui hantent les régiments de chasseurs n'en sont pas au premier exploit du genre: en décembre 72, deux chasseurs étaient morts à Isola 2000, victimes de l'imprudence de leurs chefs comme disait *Le Monde* à l'époque; quelques jours plus tôt, trois autres chasseurs étaient morts, dans les mêmes conditions, près de Jausiers, dans les Hautes Alpes...

La vérité, soulignée par les soldats et leurs comités, c'est que l'armée comporte un nombre inquiétant de baroudeurs impénitents qui préfèrent faire prendre les risques énormes à leurs hommes plutôt que rater un bon « crapahut », une bonne manœuvre, un bon stage commando: on l'a bien vu à Chézy sur Marne, où une section, totalement épuisée s'est engagée sous un tunnel au péril de sa vie pour économiser quelques kilomètres... La vérité, c'est que le matériel militaire est entretenu de façon fantaisiste. La vérité, c'est que l'on impose à ces soldats de conduire des engins, camions, VTT, jeeps, etc, sans apprentissage sérieux, le plus souvent dans des conditions de grande fatigue... C'est de tout cela qu'est fait le fameux « droit aux 7% » des militaires que les bidasses dénoncent inlassablement. Les chefs d'état-majors ont beau affecter comme une invention malveillante, ils ne peuvent nier que plusieurs centaines d'appelés et un nombre inconnu de professionnels meurent chaque année à l'armée (plus de 250 appelés en 1972 selon les statistiques de l'armée elle-même). Ces messieurs auront beau jeu d'argumenter qu'avec ce chiffre, on est loin du compte des 7%. Mais lorsque les bidasses évoquent ce fameux droit, ils font référence au mépris de la sécurité et de la vie humaine, la leur, qui s'étale quotidiennement dans le cynisme et

**Vivant après 7 h 30 sous la neige**



Une section du 6<sup>e</sup> B.C.A. avait été emportée par une avalanche en Oisans. Mais il y a 2 morts, 1 disparu et 13 blessés.

**Quinze militaires emportés par une avalanche**

Deux morts, cinq blessés

Chien sauteur

**QUARANTE-DEUX CHASSEURS ALPINS EMPORTÉS PAR UNE AVALANCHE**

Trois morts, huit blessés

**FAITS DIVERS**

SECON LE DIRECTEUR DE LA STATION - ISOLA 2000 - La mort des deux jeunes chasseurs alpins serait due à l'imprudence



l'inconscience des gradés des régiments de paras, de chasseurs alpins, dans tous les centres d'entraînement commando....

Les bidasses ont parfaitement compris que seuls, face à l'énorme machine à faire le silence de l'appareil militaire, ils ne peuvent rien. Aussi se battent-ils sans relâche pour que la vérité sur les accidents franchisse les murs des casernes. Ils avancent la revendication centrale de constitution de commission d'enquête civile sur les accidents militaires. Tout comme on ne peut accepter le principe selon lequel l'armée rend elle-même sa justice, de même, on ne peut faire confiance à l'armée pour « enquêter » sur des accidents dont, en général, elle porte la responsabilité. Après l'accident survenu à Serge Camier, le comité de soldats a pris contact avec l'UL CFDT de Verdun pour qu'elle prenne en charge l'enquête et la diffusion de ses résultats, et celle-ci a accepté. *C'est cette démarche qu'il faut généraliser.* C'est au mouvement ouvrier et à tous ceux qui soutiennent les luttes des soldats qu'ils appartiennent de battre en brèche le cynisme des fauteurs de l'insécurité militaire, ceux-là même qui, comme le disent les bidasses, sont les vrais « démoralisateurs de la troupe ».

A.B.

### APPEL DU COMITE NATIONAL POUR LA LIBERATION DES SOLDATS ET DES MILITANTS EMPRISONNES

La conférence de presse tenue avant-hier par le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés a souligné que l'offensive répressive du pouvoir se poursuivait. Certes, l'affaire de la cour de sûreté de l'Etat a été mise en veilleuse, mais la répression continue. Un des inculpés, militant de la CFDT à Strasbourg, Raymond Muhrer est toujours sous contrôle judiciaire ainsi que les deux inculpés lyonnais, Mondo et Pucciarelli. Les interrogatoires et les auditions du juge e e Gallut se poursuivent notamment à l'encontre d'anciens soldats. Mais le plus important est le développement sans précédent de la répression « ordinaire » dans les casernes. Le dossier noir présenté par le comité national recense au moins soixante-dix cas de répression contre des soldats qui prennent de 30 à 60 jours d'arrêts.

Dans certains cas (à Reims), la menace de la Cour de Sûreté est brandie, la Sécurité militaire se servant des arrêts de rigueur comme d'une garde à vue prolongée pour mener son enquête.

D'autre part, Bernard Rémy, insoumis, récemment libéré, est revenu sur le problème de la circulaire administrative qui permet à l'armée de récupérer un insoumis à sa sortie de prison si la peine qu'il a effectuée est inférieure à 21 mois. Il a annoncé qu'un rassemblement pacifique se tiendrait ce matin devant la prison de Metz Barrés pour accueillir J.L. Soulié, libéré ce jour là mais qui risque d'être récupéré par les autorités militaires car il n'a fait « qu'un an » de prison.

Enfin, une militante du collectif Femmes qui regroupe les compagnes et mères d'appelés en butte à la répression a dénoncé le chantage affectif auquel sont soumis les soldats emprisonnés (mutations lointaines) et a souligné l'importance de leur lutte pour briser le mur du silence et imposer certains droits élémentaires: visites, droit de téléphoner, d'écrire...

Le comité a lancé un appel à renforcer les actions de solidarité avec les soldats. Il a annoncé qu'une commission d'enquête allait se constituer pour faire la lumière sur les différents cas de répression et les problèmes de la sécurité des soldats. Il a décidé: — de soutenir les manifestations et délégations qui se rendent dans les casernes pour dénoncer la répression (manifestation aujourd'hui à Reims). — de s'adresser dimanche aux permissionnaires en diffusant notamment le dossier noir sur la répression. — de faire connaître les bulletins des

A-11 1976  
7 F.



Comité National pour la Libération  
des Soldats et Militants Emprisonnés

**LA REPRESSION  
DANS  
LES CASERNES**

DOSSIER NOIR

comités de soldats dont le nombre atteste, malgré la répression, la vitalité du mouvement dans les casernes.

V.G.

Pour se procurer le dossier noir: écrire à Politique-Hebdo, 14 rue des Petits-Hôtels, Paris 10<sup>ème</sup>.

La prochaine réunion du collectif femmes se tiendra jeudi 15 avril à 20 h 34 rue Vieille du Temple.

### LIBEREZ LES 6 DE REIMS

Hier s'est tenu au lycée de Chatenay-Malabry, où étudiait Eric Bizet un meeting de solidarité avec les soldats de Reims. Une banderole a été tendue sur la façade du lycée réclamant l'arrêt de toutes les poursuites contre Eric et ses camarades. Un meeting rassemblant 200 lycéens s'est tenu où a été exigé la relaxe immédiate d'Eric et de ses camarades. Les lycéens se sont ensuite rendus sur le marché le plus proche, ont informé la population et fait signer une pétition de solidarité aux emprisonnés de Reims. Certains d'entre eux se joindront à la manifestation organisée par le comité rémois pour la libération des soldats, ce samedi à 15 h devant le théâtre de Reims.

Correspondant

### ITALIE

#### Contre le gouvernement Moro

#### APRES LES SOLDATS, LES SOUS-OFFICIERS S'Y METTENT

La répression qui frappe actuellement le « Mouvement des sous-officiers démocratiques » (voir Rouge du 8 avril) fait suite aux attaques contre les soldats du début de cette année (23 arrestations, nombreuses mutations). Elle vise à détruire un mouvement qui, né en juin dernier, s'étend maintenant au delà de l'aéronautique militaire. L'armée de terre est touchée et lors de leur dernière assemblée nationale (Pise, février 76), outre le développement de l'action directe, les sous-officiers ont décidé une nouvelle organisation en commissions régionales. 65 délégués de 28 bases étaient présents. Il faut noter également le soutien du PSI et de la municipalité de Pise. Comme les soldats, les sous-officiers s'opposent résolument aux restructurations en cours, sous la houlette de l'OTAN, de l'armée italienne.

D'autre part, en ricochet, le mécontentement touche maintenant les officiers subalternes. Une « Coordination d'officiers démocratiques de l'Aéronautique militaire » vient de se constituer. Elle a tenu une première réunion

nationale au début de cette année. Parallèlement, s'est aussi réunie une Coordination des officiers de l'armée de terre de la région Nord-est. Ces officiers ont présenté leur manifeste à la réunion de Pise. Ils exigent: la discussion d'un nouveau règlement de discipline, l'abolition des tribunaux militaires, le statut de travailleur pour les militaires, des améliorations sociales et surtout la possibilité à tous les niveaux (soldats, sous-officiers, officiers) d'élire ses propres représentants.

La crise traverse donc maintenant toute l'armée italienne alors que le vote de la Démocratie chrétienne et des fascistes pour l'avortement précipite la crise politique en Italie. Les Etats-majors s'inquiètent. Si Forlani, ministre de la Défense, a dû reculer partiellement (son projet de règlement est « remis à l'étude »), c'est, croit-il, pour mieux frapper. D'un côté, il réprime, de l'autre, il reprend au bond les « réflexions » du PCI sur la représentation et la participation. Viglione, le chef d'Etat-major de la Défense, envisageait récemment la constitution de

structures de discussions pour les diverses catégories de militaires. Evidemment, ces structures auraient des pouvoirs pour le moins limités. On le voit, en Italie comme en France, toutes les réformes militaires ne sont concevables qu'accompagnées de répression.

En février, les soldats ont démontré leur capacité de riposte à la répression en suscitant la solidarité active des jeunes et des travailleurs. Les manifs de Novarre, Mestre et Pordenone en furent un point culminant. Aujourd'hui le mouvement prépare sa deuxième assemblée nationale. La répression contre les sous-officiers montre le caractère illusoire des perspectives de démocratisation et d'« espaces démocratiques » dans les forces armées. Dans l'immédiat, les officiers subalternes comme les sous-officiers, qui sont les plus sensibles aux illusions réformistes, se déclarent partie prenante de la lutte des soldats et solidaires des revendications ouvrières, ils dénoncent le régime Moro.

J.Y. Potel

## femmes

### Après la manifestation des femmes-prostituées lyonnaises à l'ANPE PLUS D'AMENDES, DES EMPLOIS !

« La société qui a fait de nous des prostituées est-elle en mesure de nous proposer sérieusement autre chose que de bonnes paroles et de bons conseils, surtout à une époque où l'on compte plus d'un million de chômeurs ? » (le collectif des femmes prostituées de Lyon)

C'est pour mettre le gouvernement en demeure de répondre à cette question que les femmes prostituées de Lyon se sont inscrites comme demandeuses d'emploi à l'ANPE : c'est pour rappeler qu'elles sont prostituées par nécessité et non par plaisir. Elles s'affirmaient prêtes à travailler, si on leur fournissait un travail qui leur permette de vivre.

Une telle initiative place clairement les responsabilités du côté du pouvoir. Qu'a-t-il fait de plus jusqu'à maintenant que des

promesses et discours démagogiques sur les possibilités de « réinsertion » ? Par contre, il n'est pas en retard pour réclamer l'arriéré d'impôts de quatre ans à toutes les femmes prostituées : l'une d'elle, prostituée depuis deux ans seulement, a dû fournir les feuilles de paye de son ancien travail pour faire réduire son rappel d'impôt !



Bien sûr, l'ANPE de Lyon ne fournira pas 350 emplois aux 350 femmes prostituées lyonnaises. Elles ne se font d'ailleurs pas d'illusions.

Alors... la preuve sera faite que la soi-disant réinsertion ne peut se faire qu'individuellement, fille par fille, et encore, une fois qu'elles auront payé toutes leurs amendes et impôts... et les femmes prostituées se replieront sur les seules revendications d'aménagement du statut actuel de la prostitution.

L'importance de la démarche des prostituées, qui remet en cause l'existence même de la prostitution risque donc de devenir une simple démonstration de l'hypocrisie gouvernementale. La faute en est moins à elles qu'au désintérêt des forces politiques pour leur action. Les prostituées agissent seules face à un pouvoir qui considère la prostitution comme un mal nécessaire et inévitable. Les fem-

mes prostituées qui demandent un emploi doivent être immédiatement prises en charge (qu'on leur fournisse un travail ou une formation payée).

Toutes les femmes prostituées doivent être déchargées des amendes et des arriérés d'impôts qui ne font que mieux les enfermer dans la prostitution.

Il n'est pas de lutte contre la prostitution qui ne soit aussi une lutte pour ces deux revendications.

N.T

**Forum femmes à la Roche sur Yon :**  
« Nous vous invitons TOUTES et tous à prendre la parole au Forum femmes, centre St Hilaire, samedi 10 avril à partir de 15 h autour des sujets suivants : la femme et le travail, la famille, la sexualité (de 15 h à 19 h) ; montage de diapositives réalisé par le groupe ; librairie ; consultation juridique gratuite ; bande vidéo : *miso et maso vont en bateau*. Une garderie est prévue.

Groupe yonnais féministe

**ROLAND AGRET :**  
**27ème JOUR DE GREVE DE LA FAIM**  
**MARIE-JOSEE AGRET :**  
**4ème JOUR DE GREVE DE LA FAIM**

### RASSEMBLEMENT AUJOURD'HUI A 15 H PLACE VENDOME



Après 27 jours de sa cinquième grève de la faim, Roland Agret est dans un état de santé très critique. Avec deux manches de fourchette dans le ventre, il refuse toujours d'absorber d'autres aliments que les 250 grammes de caféine nécessaire à sa survie. Il trouve néanmoins encore la force d'écrire tous les jours à Lecanuet pour clamer son innocence. Sa dernière lettre sonne comme un cri : « Dans votre souci d'équité, hurle-t-il, je n'en connais que les larmes ». Et il ajoute : « Vous méprisez ma vie comme ma mort. Je suis votre assassiné, pas votre dupe ».

Maître Dissler, son avocat, est très inquiet de la situation. « Je souhaite que, face à ce cas exceptionnel, le Garde des Sceaux prenne une mesure exceptionnelle, en faisant jouer l'article 624 du code pénal qui lui permet de suspendre l'exécution de la peine », nous a-t-il déclaré de Marseille par téléphone. A Paris, Marie-Josée continue sa grève de la faim et appelle de toutes ses forces au rassemblement unitaire qui doit se tenir cet après-midi, place Vendôme.

Des tracts d'information et d'appel sont disponibles au local du comité d'action des prisonniers, 15 rue des trois frères, Paris 18<sup>me</sup>.

Pour tous renseignements : 254-09-09 (CAP)  
705-93-99 (CIMADE)

Marie-Josée est en grève de la faim au 4 bis rue François Arago, à Pantin (M<sup>e</sup> Eglise de Pantin). Il faut lui écrire, passer la voir.

Il faut également écrire à Roland : Roland Agret, PHB des Baumettes, chemin de Morgiou, Marseille, 13.

## CARREFOUR

### « RAS LE BOL » DE LA PUBLICITE

● Une campagne publicitaire avec un budget de 25 Millions de F. pour « les produits libres, la qualité toute nue » !

Le centre commercial d'Aulnay est le décor rêvé : à des kilomètres de tout quartier habité ; alignant ses milliers de tonnes de béton et ses bâtiments métalliques au milieu d'un immense parking. Tout n'est ici que pour vendre. Si vous êtes là, c'est que vous êtes venu acheter, nul autre intérêt possible, *en avant consommateurs, on s'occupe de vous !*

Partout, une invasion de milliers de mouettes de carton et de plastique, l'emblème de la « campagne des libertés » vue par Carrefour. Au rayon de l'alimentation, les clients comparent les prix des « produits libres recommandés par Carrefour » et ceux des marques. Ils sont aussi-bons-moins-chers, ou tout est là pour qu'on le croie. Ce n'est pas pour autant la ruée, « ils ont trouvé un nouveau moyen pour vendre, un drôlement bon moyen », voilà la limite de l'enthousiasme. Il est vrai qu'il n'y a pas de quoi sauter au plafond ; sur les milliers de produits que compte le rayon de l'alimentation, 50 sont « libres ».

de céder leur titre à Carrefour. Ces firmes sont de quatre ordres : des façonniers qui travaillent avec plusieurs marques et pour lesquelles Carrefour n'est qu'un client comme les autres ; des marques qui n'étaient pas encore distribuées par Carrefour, des produits importés... et des produits fabriqués par une marque connue et diffusée sous un emballage anonyme. Les origines sont camouflées, tantôt sous un nom de code, d'autres fois marquées discrètement, précaution gâchée parfois comme pour la « farine libre vendue dans des caisses « France-farine ».

Voilà pour la liberté de choisir dont se vante Carrefour, c'est entre deux emballages qu'on a le choix, et éventuellement entre deux prix, car le conditionnement et parfois le fabricant sont les mêmes !

#### La publicité contre la publicité

Carrefour dénonce les thèmes usuels de la publicité. Un pavé dans la mare des publicistes ? Ces dernières années la tactique publicitaire a dû plusieurs fois évoluer : le filon extraordinaire de la femme faire valoir s'est épuisé rapidement, en même temps qu'il était refusé par beaucoup comme une illustration de l'oppression de la femme. Règlementé, dévalorisé, il n'est plus bon qu'à vendre des collants ou des machines à laver. La publicité colorée de l'abondance, des centaines d'images agressives dans les rues, le métro et les journaux, ne font plus guère rêver. Les publicistes dont l'art est d'exploiter les aspirations individuelles, changent de ton. Carrefour exploite la désaffection, la



**La liberté c'est de choisir entre les produits libres et les autres.**

Carrefour propose les produits libres. S'il n'y avait que les produits libres chez Carrefour, serait-on libre ? La liberté, c'est le choix.

Chez Carrefour on trouve toujours, à côté des produits libres, les produits de marques. Des marques que l'on aime pour leur qualité. Auxquelles on est fidèle depuis des années. Que l'on peut continuer à préférer aux produits libres. C'est ça la liberté. Chez Carrefour.

Carrefour

fatigue des couches les plus modestes face au matraquage publicitaire.

Mais les méthodes restent les mêmes. Sa publicité est hypocrite, elle camoufle la vérité pour parler de « produits libres ». Cette publicité qui est poussée jusqu'à l'extrême limite de sa négation se paie notre tête sur des milliers d'affiches publicitaires collées sur des emplacements coûteux, sur des pages entières de quotidien, allant pour démontrer la sobriété jusqu'à se payer des pages blanches entières, comble du gaspillage !

Mais après, quel nouveau moyen de publicité pourra donc inventer Carrefour ?

P. Verdon

## ARCHITECTURE

### Le manifeste de « Mars 36 » DANS L'ORDRE ?

Un groupe de jeunes architectes-lauréats notamment de concours lancés par le ministère de l'Équipement pour l'aménagement des villes nouvelles, ont publié un manifeste dans *le Monde* du 30/3 et se sont constitués en un mouvement appelé *Mars 76*.

Ils demandent l'annulation des Plans d'occupation des sols (POS). Ces plans qui prévoient l'utilisation des grandes masses de l'espace urbain sont très complexes, peu accessibles au public, et très rigides.

Les architectes de *Mars 76* veulent leur substituer des formules de concertation associant architectes, élus locaux, et usagers : recours au référendum local, développement des formules coopératives, création d'un comité d'habitants dans chaque quartier.

Dans ce cadre se trouverait redéfini le rôle de l'architecte : « Les architectes sont les valets, sinon les otages de tout le système de production du cadre bâti. Nous voulons redevenir des médiateurs, des traducteurs, des architectes artisans, créant sur place les conditions d'une osmose entre le construit et son vécu... Pour cela, il faut travailler pour des groupes d'individus sur de petites opérations. Il faut donc continger la commande par architecte ».

Qu'implique cette réduction de l'échelle des opérations ? Serait-ce le retour à un artisanat généralisé ? En quoi ceci est-il différent des revendications du syndicat des architectes (sous contrôle de l'ordre) en ce qui concerne la défense de la profession libérale ? Défense du monopole du titre (seuls les architectes inscrits à l'ordre peuvent exercer), et réglementation de la commande procédant de la même visée. Voilà la limite de la contestation

de l'ordre par *Mars 76* qui ne demande nulle part explicitement sa dissolution.

Après la manifestation des architectes le 23 septembre, (à l'initiative de l'ordre), après les récentes tentatives du PC et du PS de définir une position sur ce sujet, enfin face à l'échec de Michel Guy (abandon du projet de festival d'architecture), la constitution de « *Mars 76* » exprime bien la confusion où se trouve la profession d'architecte aujourd'hui.

En effet, les architectes sont dans une situation transitoire : dans l'attente d'une réforme globale jusqu'ici différée, avec d'ores et déjà l'application d'une réforme des rémunérations. Cette situation permet d'accréditer encore la possibilité de promotion « libérale » dans un milieu où l'idéologie de l'Architecture avec un grand « A » reste très forte. Ce qu'une telle attitude escamote, c'est l'existence, au-delà des seuls architectes, d'une division du travail de plus en plus poussée dans les agences et les bureaux d'études.

Voilà pourquoi d'ailleurs, la bataille aujourd'hui en cours sur les classifications dans le bâtiment concerne aussi « le petit et moyen peuple des agences ».

Seule une attitude sans ambiguïté envers le statut professionnel libéral (conservé ou revalorisé) combinée à une analyse des projets de la bourgeoisie permettra aux professionnels critiques de s'orienter. C'est l'un des débats posés au cœur des luttes et des grèves en cours dans l'enseignement de l'architecture, débat qui ne saurait être sans conséquences, certains parmi les « 76 » étant enseignants.

J. Perrot

## Ecole de Vaugirard

### LA MISERE DE L'AUDIO-VISUEL

Depuis trois semaines (cf. Rouge du 17 mars et du 7 avril), les étudiants de l'Ecole nationale de la photo et du son, rue de Vaugirard à Paris, sont en grève. Ils ont organisé, mercredi 7 avril, un forum destiné à présenter leur lutte aux journalistes spécialisés et surtout à permettre aux syndicats du spectacle d'exposer dans son ensemble la politique malthusienne du pouvoir en matière d'audiovisuel. Le premier résultat du forum est un peu inattendu : il consiste en une « note d'information » de la direction, fort peu bavarde jusqu'ici, qui proteste contre l'aspect « injustifié » d'un arrêt « illimité des cours ». Bien entendu, elle nie la légitimité des revendications formulées aussi bien par les étudiants que par les professeurs.

Pourquoi, en effet, cette lutte, puisque « l'école, par le montant des sommes perçues, se classe dans les tous premiers établissements de Paris et de France » ?

On ne saurait avouer plus clairement l'état de misère dans lequel est laissé l'ensemble de cette branche de formation, puisque les rapporteurs des commissions d'élèves ont révélé que l'absence totale de crédits et la vétusté des locaux interdisaient tout fonctionnement réel aux différentes sections.

Les photographes n'auront bientôt plus de laboratoire couleur ; les étudiants de la section son ne disposent que de deux magnétophones ; il n'y a ni salle de projection, ni matériel vidéo et une seule table de montage pour les étudiants en cinéma. De plus, comme l'a souligné le délégué présent du SNES, un projet de démantèlement de l'école en grande banlieue, en la coupant des centres culturels situés à Paris, ne favorisera pas les contacts entre les étudiants et la profession.

Cette volonté de contacts étroits entre les étudiants et les travailleurs de l'audiovisuel s'est manifestée dans toutes les interventions lors du forum. Ravel (syndicat CGT des techniciens du film) l'a replacé dans l'ensemble de la crise de l'audio-visuel, victime à la fois du système du profit et de la politique culturelle du pouvoir. Chaque représentant (syndicat CGT Radio-télévision de la société française de production, syndicats de photographes, FDAS-fédération des activités du spectacle, Association française des producteurs de films) a montré ensuite les implications de cette politique dans sa branche.

La poursuite du débat a mis en cause le type d'enseignement reçu et les divisions qui sont opérées dès la période de formation entre les concepteurs-réalisateurs (IDHEC) et les techniciens exécutants (ENPC). Les étudiants des deux écoles ont insisté sur la nécessité d'une mise en pratique réelle des cours théoriques et des échanges avec les professionnels. Une telle division ne fait que perpétuer l'incroyable hiérarchie des salaires qui règne dans le milieu du cinéma.

Enfin, le problème de l'emploi ne pouvait pas être abordé. Ça ne sert pas à grand chose de recevoir une meilleure formation si c'est pour devenir un meilleur chômeur. L'administration, quant à elle, persiste dans le grotesque en affirmant dans sa note d'information que le diplôme obtenu en fin d'études « facilite véritablement l'insertion dans la profession ». De nombreux anciens élèves de l'école sont là pour informer l'administration que sa propre information est pour le moins insuffisante et que la seule différence entre une promotion et la suivante est que celle-ci trouve des conditions de formation et d'emploi encore un peu plus dégradées.

Diplôme ou pas, les étudiants viennent renforcer le nombre effarant des chômeurs qui existe dans les professions de l'audio-visuel.

Correspondant

# au fil de la semaine

## CINEMA

### LA FEMME DU DIMANCHE

de Luigi Comencini

Scandale dans la haute société turinoise : un architecte raté, escroc à ses heures, est assassiné. Bien des gens souhaitent sa mort. Avant qu'on dévoile finalement le mystère, des péripéties de l'enquête nous auront fait passer un bon moment dans cette grande bourgeoisie italienne. Chaque personnage est dépeint avec un cynisme glacé, et le commissaire-justicier n'est finalement pas autre chose que l'exécutant des lois de cette classe. Le moins pourri, c'est encore ce jeune homosexuel qui se trouve victime de sa passion (il veut démasquer l'assassin pour sauver son ami soupçonné, et y laisse sa peau).

Adaptation fidèle d'un best-seller italien (paru en français en livre de poche) *La femme du dimanche* constitue, dans l'œuvre de Luigi Comencini, une parenthèse agréable et un peu futile. L'auteur de *Pinocchio* et d'*Un vrai crime d'amour*, de *Casanova* et de *A cheval sur le tigre* nous doit des œuvres plus fortes que ce plaisant pastiche d'Alfred Hitchcock.

PLT

### LES OEUFS BROUILLES

de Joël SANTI

Au départ la satire frappe juste : quelques éboueurs, un matin, se retrouvent invités à petit-déjeuner en compagnie de leur président bien-aimé. La confrontation est savoureuse, pour peu on s'y croirait et toutes les ressemblances avec un politicien existant sont revendiquées. Malheureusement, ce qui se voulait la grinçante dénonciation des multiples mystifications propres à un style new-look de présidence, sombre peu à peu dans la comédie caricaturale absolument inoffensive et soigneusement épurée de tout ce qui pourrait fustiger une certaine conception du gouvernement et de la démocratie. Le film se présente comme une fable : le directeur des relations publiques à l'Elysées, le premier ministre, trouve en la personne d'un Dupont-Lajoie, le visage de confiance qu'il faut associer à son président dont la cote politique est au bord du gouffre. L'otage est bientôt renvoyé dans ses pénates et comprendra un peu tard qu'il a été floué et qu'on s'est servi de lui pour une opération politique. On le voit, Santoni prend des gants. L'humour acidulé et inconsistant du « petit-rapporteur » semble avoir fait des adeptes. La manière dont le comique fonctionne dans ce film en est la preuve : situations conventionnelles, bon-sens légaliste, exaltation du système D, y font bon ménage. Finalement, un comique qui vise en-dessous de la conscience politique et qui s'apparente à la mythologie du guignol. Toute charpe explosive est absente de cette pochade ennuyeuse. Il est difficile de prétendre dénoncer la démagogie en utilisant comme arme une autre forme de démagogie. Le résultat est désolant et inattendu de la part d'un cinéaste comme Joël Santoni qui est l'auteur du film *Les Yeux fermés*.

J.L.D

### PINK SPLASH

au studio La Clef à Paris

En octobre dernier, lors de la fameuse fête Rouge, une partie d'entre nous avait

assisté à la projection de certains de leurs films. Les animateurs de « Pink splash », puisque c'est d'eux qu'il s'agit, ont la chance, quasi-unique dans l'histoire du dessin animé français, de pouvoir projeter au cinéma *La Clef* dix court-métrages d'animation.

L'occasion est trop rare est trop rare pour ne pas être « épinglée ». Qui donc sait que ces films (comme tous les autres court-métrages sous le boisseau) sont normalement couplés avec un long métrage dans toutes les salles, qu'ils sont compris dans le prix des places mais n'en représentant qu'1%, les sociétés de distribution jugent plus rentable d'en empêcher l'argent sans les diffuser et de les remplacer par des films publicitaires ?

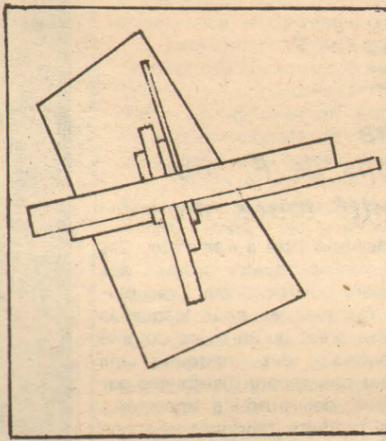
C'est ce qui explique que les dessins animés projetés à *La Clef* datent, pour certains d'entre eux, de 1972. L'humour de *La Version originelle* de Paul Dopf, la tendresse du très beau *Oiseau de nuit* de Bernard Palacios ou le grinçant *Evasion expresse* de Francis Masse, pour ne citer que ceux-là, valent un déplacement...

D.P

21, rue de La Clef, angle 34, rue Daubenton - tél : 337 90 90  
séances : 14 h, 16 h 30, 17 h 10, 18 h 50, 20 h 30, 22 h 10.

## EXPOSITION

### EXPOSITION MALEVITCH



Malévitch : dessin « suprématisme »

#### « Le rien dévoilé »

Casimir Malevitch, peintre russe né à Kiev en 1878 a d'abord été marqué par la peinture occidentale : l'impressionnisme, Cézanne et Matisse à partir de 1908, enfin le cubisme et le futurisme de 1911 à 1914.

Par ses tableaux « cubo-futuristes », Malevitch se dirige, dans une évolution fulgurante, vers l'abstraction. En effet, le cubisme conduit, par une déconstruction rationnelle de la forme, à la dissolution de l'objet et permet également d'animer, donc d'affirmer, l'espace en y inscrivant la forme. Du futurisme, il exploite le principe dynamique et les rythmes.

En 1915, avec le célèbre « Carré noir sur fond blanc », il rompt radicalement avec l'illusion naturaliste et systématise ses recherches antérieures : format carré, formes quadrilatères et rapport noir/blanc. Jamais l'abstraction n'était allée si loin : un carré noir centré répète la forme du tableau, ne privilégie aucune direction (ni haut, ni bas...) et symbolise la non-représentation ; l'utilisation des deux pôles de la couleur, le noir et le blanc, symbolise l'irruption de la couleur. Pour exprimer l'état suprême de la peinture où il est arrivé, il qualifie ses tableaux de « suprématises ».

Ensuite, Malevitch élabore son répertoire formel (cercle, croix...) et crée des compositions dynamiques (rôle de la diagonale) qui sont des accords de ryth-

mes où la relation entre les formes et l'espace qui les entoure les fait graviter l'une vers l'autre. Après « Carré blanc sur fond blanc » (1918), persuadé d'avoir atteint le point ultime de la peinture ; il arrête de peindre (1920) et étend le suprématisme à d'autres pratiques (objet, architecture). Il meurt en 1935.

La démarche de Malévitch s'affirme avec la résolution mais reste incomprise, sinon rejetée, par les dirigeants politiques (y compris Lénine). Cependant, après 1917, il redouble d'activité : écrit, publie, enseigne et essaie de démocratiser la culture. Mais Staline succède à Lénine en 1924, la révolution décline et Malévitch tombe en disgrâce...

A Paris est présentée l'œuvre gravée de Malévitch qui influence encore l'avant-garde actuelle.

A.R.

— Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris  
avenue du Président Wilson - métro Iéna  
ouvert tous les jours de 10 h à 17 h (sauf lundi et mardi)  
gratuit le dimanche  
exposition jusqu'au 25 avril

## LIVRES

Editions des Femmes

### QIU JIN

#### Pierres de l'oiseau Jingwei

de Catherine Gipoulon

Le 17 juillet 1904 fut exécutée Qiu Jin, militante chinoise qui avait mis en pratique dans sa vie personnelle les idées qu'elle défendait. Accusée de complot, elle fut décapitée par le pouvoir mandchou, sur la place des exécutions à Shaoxiang. Elle avait trente-deux ans.

Le livre de Catherine Gipoulon est le premier à donner en langue française une biographie complète de Qiu Jin, ainsi que la traduction d'une de ses œuvres (elle était aussi poète).

Ce texte est un *tanci*, c'est-à-dire un ouvrage simple, écrit dans une langue que comprend le peuple (non dans la langue des mandarins). Ce genre populaire, très à la mode et beaucoup lu par les femmes, colportait des histoires sentimentales où l'on prônait de façon à peine voilée les idées moralisatrices de la société ultra conservatrice du temps. Le procédé fut repris : on utilisa à d'autres fins son audience. Il devint pour de jeunes écrivains progressistes un instrument de propagande.

*Pierres de l'oiseau Jingwei* doit donc être lu comme document. Il apparaît, compte tenu de ce qui se présente aujourd'hui comme des naïvetés, comme « un texte politique, didactique, violent et contestataire ».

Pour Qiu Jin qui se bat contre la coutume des pieds bandés, pour la prise de conscience des femmes elles-mêmes qu'elle incite à s'instruire et à travailler, pour l'éclatement des structures familiales traditionnelles, le problème de l'émancipation des femmes est associé à une contestation globale de la société.

L'histoire de cette jeune femme chinoise et du contexte socio-historique de sa vie révèle toute la qualité de son engagement, éclaire aussi beaucoup la condition féminine en Chine au XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que les débuts du mouvement révolutionnaire chinois.

C.B.



## REVUES

### SORCIERES

N° 2 : « puissance du corps »

Le numéro 2 de la revue *Sorcières* vient de sortir. Son thème « la voix », fait suite aux variations sur « la nourriture » du premier numéro. Voix, nourriture, bouche, ventre, sexe, des femmes, qui écrivent, partent à la recherche de leur corps de femme, à sa découverte. Ce corps, dont il est naturel d'avoir honte (c'est Freud qui le dit), ce sexe invisible et mystérieux qui terrifie les hommes et qu'ils ont voulu passif, nié, castré par peur de sa jouissance, les voici, racontés dans une langue que l'on dit poétique.

Par la rencontre avec le corps, *Sorcières* appelle à la révolte, révolte contre l'ordre patriarcal et ceux qui l'incarnent, les hommes, avec quelques cris de haine, avec une salubre et ironique indifférence. Les textes échappent à ce lamento funèbre, échantillonage de l'oppression, qui engule la révolte et finit par renforcer l'opresseur. Après tout, être de ceux qui dominent et écrasent est très valorisant. La parole de *Sorcières* est insolente et s'affirme avec une triomphante jouissance; elle impose « l'être femme » avec sa force, sa menace et son potentiel subversif.

Mais sans doute s'égarer-elle sur la

profondeur de la subversion. « Les femmes sont en train de le foutre littéralement en l'air, ce système; en un trépidant sabbat, elles le minent, le sapent. C'est une nouvelle histoire qui commence », écrivait Xavière Gauthier dans le premier numéro.

Séduction de la révolte spontanée, du cri qui deviendrait force sociale, érodant naturellement les rapports anciens. Suffit-il d'être femme en disant non à la loi phallique par l'utilisation d'un langage poétique connoté au féminin face au langage/rapport de forces, pour casser une domination ancrée dans un système, un état et ses flics? Suffit-il de faire apparaître les femmes dans l'histoire comme corps sexué pour y faire émerger les femmes comme individus sociaux (sans parler de leur enracinement dans une classe)?

Les femmes de *Sorcières* sont à la recherche de ce que pourrait être l'apport des femmes à une autre culture. Cela donne souvent de forts beaux textes.

F.V.

## MUSIQUE

Un disque de Charlebois, c'est une aventure à chaque fois recommencée. Il

faut l'écouter plusieurs fois pour voir apparaître le paysage musical, émotionnel, mental qu'il nous construit d'une chanson à l'autre. Non que chaque chanson ne se suffise à elle-même! Mais Charlebois est trop « recherchiste », comme l'on dit au Québec, trop engagé dans ce qu'il fait pour ne rien laisser au hasard. Le dosage entre chansons classiques, je dirais presque françaises, construites à partir et en fonction du texte (toute la deuxième face) et les « charleboiseries », ces fêtes du langage sur rythmes afro-cubains ou de rock (ici, un *Punch créole* bien tassé) est largement en faveur des premières. Charlebois nous avait prévenu: pas question pour lui de s'enfermer dans un genre ou un langage, serait-ce le joul (le parler populaire des Québécois urbanisés), dont il s'est pourtant fait le héraut! Et malgré ses déclarations fracassantes concernant la politique (« la politique... je crois qu'il suffirait de s'en désintéresser pour que le mot lui-même ne veuille plus rien dire... »), on trouve, sur ce disque, un étonnant *Mon ami Fidel*

Il manifeste donc un retour à une certaine simplicité. Halte ou tournant dans son oeuvre? Quoiqu'il en soit et malgré le plaisir en mi-teinte pris à l'écoute de ce disque, nous sommes quelques-uns à espérer le retour du Charlebois flamboyant de *Québec Love* ou de *Lindberg*.  
F.K.

## samedi

TF 1

20.00 Journal.  
22.35 Les arts martiaux  
Et tu n'auras d'autres adversaires que toi-même... C'est le titre de cette émission passionnante, avec des combats filmés au ralenti, sur le Judo, le Karaté, l'Aïkido, etc. Comment les arts martiaux, avant d'être des sports de combat, sont de merveilleux « ballets »!

A 2

15.00 Sport en direct.  
Rugby : Narbonne-Bègles  
Parfois, si rarement, le rugby peut être une véritable fête...  
17.30 Musique en direct.  
18.00 Clap.  
Le magazine du cinéma, présenté par Pierre Bouteiller. Avec *La femme du dimanche*, *Monsieur Albert*...  
20.00 Journal  
20.30 Les Branquignols; spectacle de Robert Dhéry.  
L'humour français de fin de banquet...

FR 3

19.40 Une ville et le football : Saint Etienne.  
Avec Durafour, ministre du travail et maire de la ville : c'est ce qu'on vous disait, rien de mieux qu'un peu de chauvinisme, pour oublier le turbin!  
20.00 Festival du court métrage.  
Par les temps qui courent, ça devient rare le court-métrage! Raison de plus pour ne pas manquer les trois qu'on nous présente. Sur-tout le premier *Evasion expresse*, avec une très belle musique de Mahjun...

## dimanche

TF 1

13.00 Journal.  
13.20 Le petit rapporteur.  
On vous a déjà dit ce qu'on en pensait la semaine dernière!  
19.45 Journal.  
20.30 Laisse aller, c'est une valse.  
Film de Georges Lautner (70), avec Jean Yanne, Rufus, Mireille Darc, Bernard Blier.  
Une parodie assez lourde des films de série noire. Entre la valse, façon Lautner et le tango à la manière de Bertolucci, y-a-t-il à hésiter!  
Questionnaire, avec Jean Denizet.  
Celui-ci, ex-directeur de la Communauté européenne pour le charbon et l'acier, s'interroge : le monde sort de la crise, dans quel état? Encore un qui va essayer de nous faire prendre des tunnels pour des plans de relance!

A 2

20.00 Journal.  
20.30 Système 2.  
Les « luxeries » habituelles qui commencent à nous taper sur le système!  
22.35 Bande à part.  
Une émission intéressante sur un groupe de « troisième âge » qui s'est mis à faire du théâtre dans le treizième arrondissement.

FR 3

11.30 Immigrés parmi nous.  
La formation des travailleurs « étrangers » en France.  
19.00 Hexagonal.  
Le cuarteto cedron, Astor Piazzola, évoquent la vie et la musique de « l'inventeur » du tango, Carlos Gardel qui naquit à Toulouse. (C'est occitan, alors le tango?)  
20.30 Des visiteurs du dimanche soir.  
La nouvelle émission de Jean-François Kahn (évincé y-a pas si longtemps d'Europe 1...) Ce soir l'Information, avec des extraits de films (Bananas, Citizen Kane), des pièces de théâtre, des chanteurs (Ferrat), des débats sur la liberté de la presse (les temps sont difficiles au Figaro!)... Une émission à voir attentivement.  
22.15 Journal.  
22.30 La belle ténébreuse, un film de Fred Niblo (1928)  
Garbo nous laisse muet d'admiration...

## RENCONTRE CULTURELLE DES TRAVAILLEURS ARABES

La troupe El Assifa joue actuellement depuis deux mois, au 8 bis rue Pierre l'Ermite, « C'est la vie de château, pourvu que ça dure! », une pièce qui dénonce les conditions de la vie des immigrés en France et la situation générale au Maghreb. A cette même adresse à Barbès, le dimanche de 16h à 24h et au 154, rue St Maur à Belleville aujourd'hui de 16h à 24h se déroulera une Rencontre Culturelle des Travailleurs Arabes. Ces deux journées sont placées sous le signe des grèves des foyers SONACOTRA. Elles regroupent l'ensemble des troupes de théâtres et de musique existantes. Le but est de définir une nouvelle orientation culturelle et une coordination pour assurer l'animation dans les foyers en lutte et dans toutes les mobilisations.

« Notre travail n'est pas du folklore », ni une recherche abstraite sur la culture, mais un moyen parmi les autres de briser nos chaînes. Nous voulons rendre au théâtre militant toute sa beauté, toute sa force et sa subversion historique. Voilà, le ton est donné par la troupe El Assifa. Aux dialogues planétaires que, bien souvent, peu de troupes savent éviter, les acteurs ici opposent un jeu et un espace scénographique sobre mais clair, où la limpidité des tableaux laisse transparaître toute l'authenticité de l'oppression quotidienne que vivent les travailleurs immigrés.

Un théâtre qui évite les chemins tortueux d'une fable, les méandres d'une légende ou encore des décors fastueux pour vertébrer son histoire: ce sont là des vernis de luxe auxquels il saura s'échapper.

### UN THEATRE NÉ DE LA LUTTE, UN THEATRE NÉ POUR LES LUTTES

Dénoncer ouvertement et publiquement tout le dispositif de colonisation culturelle (et économique aussi bien sûr!) mise en œuvre contre les travailleurs: tel est le but de ce théâtre. Les acteurs y parviendront. Démontrant chaque articulation de ce mécanisme ils revivront pour nous, en chair et en os, les événements dont ils ont été les victimes. Chaque geste et fait est une situation qu'ils ont déjà vécue. Les scènes d'humiliations et de tortures ne sont pas de la fiction mais pour beaucoup d'entre eux une réalité. Par exemple, Mohamed Mohktar, acteur de la troupe El Assifa, revint au Maroc en septembre dernier, il fut arrêté dès son arrivée. Conduit dans une prison spécialement réservée à tout individu soupçonné d'activités politiques: il fut torturé. Seul une campagne de solidarité a pu l'arracher des mains de ses bourreaux. Et aujourd'hui sur scène, il nous rappelle qu'ils sont encore des milliers d'autres qui croupissent dans ces prisons clandestines.

Un théâtre né de la lutte parce que toutes les pièces de cette rencontre sont le produit d'un travail collectif, écrites, réalisées et

jouées par des travailleuses et travailleurs immigrés.

On se souviendra, alors, de l'assassinat de Djellali Ben Ali à la Goutte d'Or en 1971, du meurtre de Mohammed Diab dans un commissariat de Versailles en 1972, de la mort de Malika en 1973 à Fresnes.

Un théâtre né pour les luttes parce que chaque représentation publique constitue un véritable coup de boutoir contre le système. C'est un théâtre offensif.



### UN VERITABLE LEVIER SUBVERSIF

Ainsi nous verrons pendant ces deux journées, la Troupe de Femmes de ménage de Marseille, constituée au cours d'une grève chez leurs employeurs pour populariser leur lutte. Cette pièce, non seulement, dénonce le mécanisme de l'immigration, mais aussi la condition des femmes immigrées.

Il y a la troupe El Halaka, née au cœur des grèves de la faim des « sans papiers » d'Aix-en-Provence et de Marseille, et aussi, la grève générale des travailleurs arabes en septembre 1973 contre les assassinats racistes. La première pièce relatait ces événements. La deuxième a été montée en 1974 contre les marchands de sommeil suite à de nombreuses grèves menées par des ouvriers agricoles. En 1975 la troupe a monté une troisième pièce sur l'affaire de Moussa et sur les problèmes de l'immigration et « cette année, l'élaboration d'une pièce sous le titre de « Vive la France! les immigrés du silence! », est le début d'une nouvelle orientation culturelle ».



Il y a aussi le Groupe de Théâtre Arabe Tunisien qui présente « Jaha, ne fait pas le Guignol ». Le thème est axé sur les « contrastes » des conditions de vie d'un coopérant français en Tunisie et d'un immigré tunisien en France.

Du théâtre, mais aussi de la musique. Le Groupe de Musique Arabe jouera et chantera les chansons de Cheikh Imman et du poète Mohamed Nejmed Foud. Ce qui permettra d'entendre la célèbre chanson « Châid Koussourek Al Mazarea » (tu construis des palais avec la sueur de nos fronts), qui est interdite dans l'ensemble du monde arabe, mais elle fut chantée par plus de 40.000 ouvriers au Caire dans les quartiers d'Hélouan lors d'une grève.

« Ces deux journées seront, une confrontation directe, dans un but de consolidation et de réflexion du travail de chaque groupe, face aux tentatives de récupération par les structures officielles, qu'elles soient mises en place par le gouvernement ou subventionnées par lui » déclare la troupe El Assifa.

C'est pourquoi cette rencontre, aura lieu dans les quartiers de Belleville et Barbès: elle veut s'adresser bien sûr à tous les travailleurs, mais d'abord en premier lieu aux travailleurs immigrés.

Régis Loncrin

● Actuellement, Anis Balafrej, qui avait construit avec d'autres camarades, le « Syndicat des ingénieurs au Maroc » est gravement malade à la suite d'une grève de la faim pour l'amnistie générale de tous les prisonniers au Maroc. Condamné à 15 ans de prison pour « activités mettant en danger l'autorité marocaine », Anis Balafrej est placé du fait de son état de santé dans un hôpital militaire. Une campagne de solidarité doit être immédiatement menée dans l'ensemble de la classe ouvrière immigrée et française pour sa libération



## ETUDIANTS

# JUSQU'A CE QU'ALICE CEDE...



En haut, le soleil. Sur le côté, la Seine. En bas, un macadam jonché de tracts au fur et à mesure de l'avance de ses occupants. C'était hier, à Paris, le long des quais de la rive gauche, la riposte à l'interdiction de la manifestation du 8 avril et aux violences policières de la Sorbonne, de Clermont et de Rennes. Une manifestation qui s'est tenue, enthousiaste, à la veille de la coordination nationale d'Amiens.

Le cortège de 5000 manifestants résonnait régulièrement des mêmes mots d'ordre. Accusant le pouvoir matraqueur, « Il tue les paysans, matraque les étudiants, dehors, dehors le régime à Giscard », ou dénonçant l'école soumise au patronat, « Sélection, répression, c'est la loi des patrons ». Clignancourt d'un pas rapide ferme la marche. Villetaneuse l'ouvre. Et suivent Jussieu, Dauphine, Censier, Tolbiac, Panthéon... d'autres encore. Des lycées comme Bergson, émaillent par endroit le défilé. Assas, la fac où les fascistes font encore la loi, est là, sous une banderole signée UNEF, réclamant la « dissolution des groupes fascistes ». Il y a aussi ceux de Médecine, mobilisés depuis peu, et dont certains viennent de faire irruption au « Medec », le salon du médecin, à la Bastille. Se dirigeant vers le ministère de l'Education, la manifestation s'arrêtera devant un barrage policier, chaîne de casseurs plutôt nerveux, au croisement du boulevard St Germain et de la rue du Bac.

La police interdisait toute progression au delà. La démonstration de la force de la mobilisation dût s'arrêter là.

Tout dépend maintenant de la coordination nationale d'aujourd'hui à Amiens. Réunissant cinq délégués mandatés par faculté, selon les conditions de démocratie proposées par les étudiants d'Amiens, eux-mêmes, seules les facultés en grève y auront un droit de vote décisive. Outre la perspective de journées nationales d'action pour la semaine prochaine, elle devra se prononcer sur l'extension du mouvement et sur sa centralisation. Certaines AG de facs proposent la construction de liaisons plus solides entre les facultés en grève. La désignation d'un collectif, la réalisation d'un bulletin de liaison ont été avancées. Pour continuer jusqu'à ce qu'Alice et le pouvoir cèdent...

### Clermont Ferrand

## AUX PORTES DE MICHELIN, RIPOSTE IMMEDIATE

A Clermont-Ferrand, le 8 avril, les forces du désordre réprimaient brutalement les étudiants qui occupaient le Rectorat. Après deux heures d'affrontement, une AG de 1500 étudiants organise la riposte. Une riposte pas comme les autres. Véritablement immédiate, pas reportée pour le lendemain ! A 20 heures 30, une manifestation va aux portes de Michelin, principale entreprise de la région. Des tracts d'information et d'appel à la solidarité sont diffusés à chaque porte. Des cris lancés par les étudiants ont beaucoup de succès, comme :

« Ponia, Haby, Giscard, Chirac, Démission ! ». Le climat est tel que la manifestation continuera dans le centre ville jusqu'à 22h 30. De jeunes travailleurs, sortis de leurs boîtes, s'y joignent. Le lendemain, c'est-à-dire hier, la manifestation de riposte a remporté un succès inégalé : plus de 3000 personnes se sont rendu jusqu'à la préfecture où un « sit-in » a eu lieu. Dans un communiqué, la CFDT a affirmé sa solidarité. La CGT n'a pour l'instant rien dit. Quant à la FEN, elle s'est permise de dénoncer les « étudiants provocateurs ».

### Bordeaux

## TROIS FACULTES, DEUX LYCEES, SIX CET..... EN GREVE

A Bordeaux, il n'y a pas de mobilisation « étudiante »... C'est au contraire l'ensemble de la jeunesse scolarisée qui bouge, des étudiants aux lycéens en passant par les collégiens. Les trois facultés, sauf trois sections, sont en grève. Deux Lycées techniques sont en grève. Cinq CET sont en grève. Six lycées et trois CET sont en lutte. Il y a deux jours, 600 collégiens manifestaient appuyés par des délégations étudiantes et lycéennes. Pas étonnant alors que la perspective d'une

grève générale de l'Education nationale soit discutée de plus en plus largement. Sur le campus, où la combativité est plus forte qu'avant les vacances, la grève active s'organise. Une « fête-forum » se prépare, où, avec les lycées et CET, seront invités les syndicats enseignants et ouvriers, ainsi que toutes les structures de lutte tels que le comité de lutte de Dassault, le comité de grève de la COFAZ, le comité de chômeurs, le groupe femme, le groupe antinucléaire. Invitées également les organisa-

tions politiques présentes dans le mouvement. La vigilance et le contrôle s'organisent face aux dossiers d'habilitation, par, entre autre, une intervention systématique dans les conseils d'UER et d'Université. La question des examens devient cruciale. De nombreuses propositions ont été élaborées pour exiger des partiels sur le programme traité avant la grève, ou des passages collectifs sur les travaux entrepris au cours de la lutte, au sein des « commissions de contre cours ».

### AIX EN PROVENCE

## LE « BON » PRETEXTE DES FASCISTES

A Aix en Provence, les manifestations sont d'une ampleur inégalée depuis 68 : 1500 le 17 mars, 2000 le 8 avril devant les Bureaux de Chômage. Parmi les facultés mobilisées, une « toute nouvelle » : Droit, fac « propre », d'élite, concurrentielle, à la tête de laquelle trône un président, M. Debbasch, représentant de la droite et de l'extrême droite de la ville. Pas étonnant que le GUD ou d'autres groupuscules d'extrême droite soient ici fréquemment utilisés. Avant les vacances, des commandos fascistes s'étaient manifestés attaquant la fac de lettres où plusieurs étudiants furent blessés, les locaux de l'UNEF et de l'UEC dévastés. Debbasch a même « bouclé » une AG en droit, faisant fermer les portes de la fac et laissant les grévistes sous la garde des fascistes et d'un cordon de flics.

Toutes ces actions étaient menées

par un dénommé Marandat, qui entraînait ses troupes à suivre à la trace les manifestations, espérant offrir quelques « ratonnages » après la dispersion. C'est justement à la fin d'une manifestation, qui regroupa 2000 participants, le 8 avril, qu'il fut pris à partie. Retrouvé blessé à coups de couteaux, son état est jugé très grave.

Cet incident est maintenant l'occasion d'une campagne d'intoxication contre la grève étudiante. La presse locale est déchainée, en particulier *Le Méridional*, connu pour ses propos fascistes. *L'Aurore* et le *Parisien libéré* emboîtent le pas. Sur place, Gilbert Minassian, président de l'UNEF est gardé à vue sur la foi des déclarations de Marandat. Il était en effet sur les lieux, mais avec 2000 autres manifestants !

Dans un communiqué, le SGEN-CFDT et le SNESup « condamnent sans restriction tout usage de la violence et notamment l'action de groupes armés fascistes qui jouissent dans notre région d'une scandaleuse impunité. » Ils condamnent également « toute exploitation immédiate de faits mal connus (...) destinée à déconsidérer dans l'opinion publique le mouvement étudiant. » Ils mettent en cause, le président Debbasch qui par ses déclarations cherche à « faire pression sur le déroulement de l'enquête et le cours normal de la justice. »

De son côté, le comité central de grève appelle les étudiants à « réagir à cette campagne qui vise à diviser (...) le mouvement étudiant en le déconsidérant » et à « renforcer leur lutte dans l'unité. »

## DES LYCEES S'EBRANLENT

A Béziers, Bordeaux, Poitiers, Montauban dans la région parisienne, des lycées et des CET s'ébranlent. Contre les décrets Haby d'application de la réforme de l'enseignement secondaire. Et aussi sur des problèmes locaux : la liberté d'expression, l'organisation de « 10 % sauvages... ». En toile de fond, la mobilisation étudiante, l'envie de s'y joindre. A Paris, le 8 avril, s'est tenue une coordination des « structures de lutte lycéennes » qui a rassemblé près d'une cinquantaine de lycées de la région parisienne.

établissements, sont là. Pour moitié, ils viennent de la banlieue. Avec St Ouen, Aubervilliers, Aulnay... la Seine St Denis est particulièrement bien représentée. Très vite, l'on retrouve les débats d'avant les vacances, en particulier sur les lycées locaux. Mais différents, marqués du sceau de la mobilisation étudiante et du climat social. Des luttes en cours, comme à Gonesse où Juvisy où les lycées sont en grève, permettent de dresser un premier bilan.

Un climat inhabituel règne. Nombreux sont les lycéens à intervenir. Bien plus que les « ténors » des organisations politiques. Un silence régnait, un calme, un sérieux qui tranchaient avec le brouhaha fréquent dans ces assemblées. Un accord global s'est fait sur un communiqué, voté à l'unanimité moins deux voix, qui contient des propositions à discuter dans les classes, les comités de lutte, les assemblées générales.

Les lycéens y « estiment nécessaire que soient donnés des objectifs précis en riposte à ce gouvernement minoritaire ». Ainsi : « Participation aux initiatives étudiantes car leur lutte concerne l'ensemble de l'Education nationale. Etablissement de cahiers de revendications lycées par lycées à discuter dans les classes, les comités, les AG, et mise sur pied de journaux lycéens. Coordination locale contactant les étudiants, les collégiens, les enseignants, les travailleurs en vue d'initiatives communes. Une journée d'action avec manifestation à Paris, le 15 avril, regroupant à la fois notre opposition aux décrets Haby et l'ensemble des revendications sur lesquelles de nombreux établissements sont en lutte. Ou trois journées d'action les 13, 14 et 15 avril. »

Toutes ces propositions sont « à discuter à la base ». Une nouvelle coordination aura lieu le 13 avril à 18 h (fac de Jussieu).

### témoignage sur la police à la Sorbonne

## HURLANT, COGNANT, COMME DES BETES

Il est 18 heures, ce jeudi 8 avril. Ils sont plus d'un millier, rescapés de la manifestation parisienne interdite par la police, arrivés par petits groupes à la Sorbonne. Leur but : occuper le Rectorat qui s'y trouve, pour protester contre l'oukase policier et exiger la libération des étudiants arrêtés Gare de l'Est parce qu'« ils avaient l'air de manifestants ». Toutes les portes du Rectorat semblent « blindées ». Une succession de herses et de grilles. Ils s'entassent dans les galeries, parfois assis à même le sol. La démonstration est calme, pacifique. Mais l'atmosphère va changer du tout au tout. Une porte est subrepticement ouverte par un vigile, et c'est la charge des casseurs. Violente et bestiale. F.M., étudiant en Lettres à Nanterre témoigne :

« Les flics cassent alors avec une barre à mine la deuxième porte. Et nous sommes chargés dans les couloirs de trois mètres de large. Ils hurlent. Ils ont des matraques en bois, les « bidules ». Nous sommes quelques centaines à refluer, pressés les uns sur les autres, vers la cour centrale. Un seul passage, une porte normale, sur laquelle certains s'écrasent presque. Des gens

sont par terre. Les flics les relèvent et les tabassent. L'un d'entre eux tient une fille de ma fac et, lui criant « lève-toi, salope », lui donne des coups sur la tête. A chaque fois elle retombe. Après avoir cogné, ils en laissent par derrière qui sont arrêtés. On se retrouve dans la cour et on tente de fuir par la porte qui donne sur la rue, près de la place de la Sorbonne. Elle est barrée par des brigades spéciales qui chargent immédiatement, très violemment. On rentre à nouveau dans la cour et on réussit à fermer les portes. Il y a des flics partout. On est coincés, alors on s'assied après s'être regroupés dans un coin. Ils nous entourent et refusent de négocier. Dès qu'on s'approchait, ils montraient les matraques. La presse est là. Des chefs, des officiels arrivent. Le temps passe. Vers vingt heures trente, ils acceptent qu'on sorte, sans interpellation, mais « à condition que ce soit par groupes de 5 à 10 ». La proposition est soumise au vote des étudiants. Elle est acceptée, avec comme garantie l'appel à la manifestation du lendemain ».

Plus tard dans la soirée, on entendra le cri « Libérez nos camarades » dans les rues du quartier latin.

## TOURS : LES FASCISTES HORS LA VILLE

Depuis trois mois, les attaques d'un petit groupe de nazillons locaux se sont multipliées contre le mouvement ouvrier. Fiers de leurs coups de main, ils ont appelé à une réunion avec le sergent Dupuy Riposte immédiate du PSU, de la LCR, du CDA, du CLO. Le 8 avril 800 manifestants se regroupaient devant la gare à 19h 30 et marchent malgré la police vers la salle du meeting. La réunion des fascistes est un fiasco, ils doivent l'annuler. Vers 23h la manifestation triomphante se dirige vers la mairie. Royer-la-vertu aura bien du mal à trouver l'aide qu'il attend de la part de ces nazillons défaits.

